LE TROTSKYSME : FILS DE LA CONTRE-REVOLUTION VOIR PAGE 4

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

août 76 mensuel nº 28
2ff/20fb/1.5fs/50cts.can.

sommaire

LE FIASCO DE LA RELANCE

Il y a quelques semaines, dans une allocution radio-télévisée, le principal responsable de l'appareil politique de la bourgeoisie française chantait les louanges de la reprise économique qui venait, paraît-il, miner toutes les perspectives pessimistes de ceux qui parlent en France et ailleurs de crise du système capitaliste.

Aujourd'hui le franc chute dans tous les marchés de change du monde. L'inflation reprend de plus belle et les prévisions les plus optimistes ridiculisent l'espoir du ministre des finances annonçant une inflation de moins de 10 % pour l'année 1976.

La fameuse "reprise", loin d'avoir entraîné une véritable baisse du chômage a, par contre, puissamment relancé la hausse des prix français, menaçant la capacité d'exportation du capital français. La reprise n'a pas encore réussi à dissiper le "pessimisme" des entrepreneurs français que déjà, le gouvernement est contraint de prendre des mesures pour la freiner en relevant le taux d'escompte de la Banque de France, c'est-à-dire en augmentant le taux d'intérêt que doit payer tout capitaliste, pour emprunter des capitaux.

Sur le plan politique, les grands efforts pour la réunification de la majorité gouvernementale sous la houlette du premier ministre ne parviennent plus à contenir les forces centrifuges qui ébrèchent de plus en plus profondément le bloc gouvernemental. La confusion, les contradictions internes envahissent la fraction de l'appareil politique bourgeois chargé actuellement de la gestion de l'appareil d'Etat.

La perspective annoncée par les révolutionnaires se confirme encore une fois dans toute son ampleur. La reprise économique, tant saluée par les chantres du système, apparaît en France, quelques mois à peine après son annonce, comme un leurre, une ride insignifiante dans la courbe générale descendante qui caractérise l'économie capitaliste. Les effets de la crise ne vont faire que se développer et la prochaine rentrée se dessine déjà comme une nouvelle étape dans l'assombrissement de l'horizon de l'économie française avec un nouveau bond de l'augmentation du chômage provoqué par l'incapacité du capital à absorber le contingent de jeunes qui arrive sur le "marché du travail". Pour la classe ouvrière, l'aggravation de ses conditions d'existence va encore s'accentuer.

En conséquence, l'instabilité politique française ne pourra que s'approfondir. Les actuelles convulsions ne sont que les premiers symptômes d'un cancer qui s'apprête à ronger de plus en plus profondément, de plus en plus largement les assises de tout gouvernement. La gauche, ce pansement déjà vieilli et pourri que la bourgeoisie s'apprête à appliquer sur la plaie de son incapacité à continuer à gouverner comme auparavant, se prépare à sa fonction en tentant de camoufler comme elle le peut ses contradictions internes.

Fini le temps où l'appareil politique français pouvait narguer du haut de sa myopie historique le chaos portugais, espagnol ou italien. La marche irréversible et dévastatrice de la crise capitaliste vers le coeur du système, les pays les plus industrialisés, place actuellement la France au premier rang des prochaines victimes. Les actuelles difficultés économiques et politiques du capital français, loin d'être un phénomène circonstanciel dû à des coups de tête de spéculateurs boursiers ou de gaullistes irresponsables, ne sont que l'annonce de l'entrée prochaine de la France dans le groupe de plus en plus nombreux des "hommes malades" de l'Europe et donc du monde.

POLOGNE

LE CAPITALISME D'ETAT AFFRONTE LA CRISE ET LA CLASSE OUVRIERE

Décembre 70 : en réponse à une brutale dégradation de leur niveau de vie (10 à 30% d'augmentation des biens de première nécessité), les ouvriers polonais déclenchent une grève, qui se généralise à l'ensemble du pays, amenant les ouvriers à s'affronter à tout l'appareil étatique (police, armée, syndicats, parti). Cette explosion ouvrière marquait, après mai 68 en France et l'automne 69 en Italie, le ressurgissement de la combativité ouvrière mondiale après cinquante ans de contre-révolution, en réponse à la crise qui commençait à frapper le capitalisme sur la fin de la période de reconstruction. La violence et la force du mouvement (attaques directes et frontales avec l'Etat, dans certains endroits organisation à l'échelle d'une ville) affole la bourgeoisie qui commence par réprimer sauvagement le mouvement. Cette répression sanglante (plusieurs centaines de morts), loin d'arrêter le mouvement, l'exacerbe. Après avoir tenté d'employer l'arme du "dialogue" avec la nouvelle équipe mise en place en toute hâte, la bourgeoisie est contrainte d'annuler les mesures de hausses des prix pour stopper la vague de révolte.

Moins de six ans après, malgré la répression terrible du dernier mouvement, malgré les tentatives de Gierek de renflouer les illusions de "participation" des ouvriers, l'annonce d'une nouvelle hausse (de 50 à 100% cette fois) voit ressurgir intacte la combativité ouvrière. Cette fois, c'est du centre même (la zone industrielle de Varsovie) que la grève part, pour se généraliser immédiatement jusqu'à la Baltique. La réaction du gouvernement est instantanée : annulation des hausses.

Les événements actuels semblent être en raccourci la reproduction de l'explosion de 70. Mais les brutales secousses que connaissent les pays de l'Est suivent une courbe générale aux pays du monde entier. Entre 70 et aujourd'hui, la crise s'est approfondie, et les tensions sociales se sont exacerbées.

la marge de manoeuvre de la bourgeoisie s'est rétrécie

En 70, la bourgeoisie avait été contrainte de céder, mais elle pouvait encore le faire, même difficilement. La centralisation et la planification étatiques ont pu permettre un temps de faire illusion, au prix d'un endettement massif, de masquer le chômage et de faire croire à une certaine stabilité des prix. Mais on ne triche pas avec les lois du capital. Si la planification permet une relative stabilité momentanée, elle n'a pour effet à (SUITE p.3)

ESPAGNE PORTUGAL ITALIE

LA CRISE POLITIQUE EN EUROPE

Dans trois pays d'Europe, le mois de juillet aura vu la constitution d'un nouveau gouvernement : les équipes Soares au Portugal, Suarez en Espagne et probablement Andreotti en Italie. Mais outre cette convergence de dates, ce qu'il y a de commun entre ces trois pays, et qu'expriment les remaniements gouvernementaux, c'est la profondeur de la crise politique qui agite la classe dominante. Cette crise politique n'est pas le privilège de ces trois pays, mais parce que ceux-ci, de par la faiblesse structurelle de leur économie, sont parmi les plus touchés par la crise mondiale, ils constituent une sorte de préfiguration de ce que vont devenir les grandes métropoles industrielles dans peu de temps.

les manifestations de la crise

L'essentiel de la crise politique qui agite le Portugal, l'Espagne et l'Italie se manifeste dans le fait que ces trois pays sont gouvernés par des équipes de moins en moins appropriées pour affronter une situation économique et sociale qui se dégrade de plus en plus.

Dans le cas de l'Italie, il est clair que la Démocratie-Chrétienne, vieillie, minée par la corruption, peut de moins en moins maîtriser à elle seule une situation économique au bord du chaos. Cette impuissance de la Démocratie-Chrétienne a conduit le pays à de nouvelles élections après plusieurs mois de crise gouvernementale. De ces élections il n'est sorti aucune solution miracle pour la bourgeoisie italienne. En effet, le "Compromis Historique" (gouvernement DC - PS - PC) qui, de l'avis des dirigeants les plus avisés de la bourgeoisie, comme Agnelli, patron de FIAT, permettrait de redonner à l'Etat italien l'autorité qui lui manque de plus en plus, est plus éloigné que jamais. Au lieu de permettre un rapprochement de la DC avec le PC, base de ce compromis, ces élections n'ont fait qu'accentuer la bipolarisation du pays entre ces deux partis et aggraver leurs dissensions. Les récents accords pour le partage d'un certain nombre de postes parlementaires, justement parce qu'ils s'appliquent à une institution, le Parlement, qui a perdu tout rôle politique réel depuis longtemps, montre les limites actuelles d'un tel rapprochement. L'Italie va continuer à être gouvernée par des équipes qui ont fait depuis plusieurs années la preuve de leur incapacité.

En Espagne, le gouvernement Suarez constitué début juillet a fait contre lui l'unanimité des forces "démocratiques". Aujourd'hui ce n'est pas seulement l'opposition qui dénonce ce "gouvernement réactionnaire", les ministres "libéraux" de l'ancien gouvernement, comme Fraga Iribarne et Areilza, ont également pris leurs distances en refusant avec fracas de le "cautionner" (SUITE p.2)

FRANCE

L'INDEPENDANCE NATIONALE : UN MYTHE

Les rêves de grandeur du gaullisme semblent aujourd'hui bien désuets et le capital français de plus en plus touché par la crise doit changer ses lunettes pour se voir tel qu'il est : une puissance de second ordre.

Le mythe de l'indépendance nationale, d'une France indépendante des grands blocs qui jouerait sa propre carte sur l'échiquier mondial s'écroule sous les coups de boutoir de la crise mondiale du capitalisme. En effet, avec l'arrivée de Giscard d'Estaing nous assistons à une réorganisation générale de la politique étrangère de la France qui de plus en plus s'inscrit dans le cadre des intérêts d'un bloc impérialiste : celui des Etats-Unis.

la réorientation de la politique de défense nationale

Cette révision ne va pas sans déchirement et le récent débat sur la défense nationale traduit le nouvel état de fait. La récente crise de l'état-major de l'armée qui se conclut par le limogeage de l'amiral Sanguinetti marque l'opposition entre deux conceptions de la défense : celle issue de la mystique gaulliste de l'indépendance nationale qui se traduit par la "défense tous azimuts" et l'importance donnée à la force de frappe, et celle que développe le président de la République et son gouvernement d'une défense nationale plus intégrée à la défense de l'Europe, c'est-à-dire plus intégrée dans les intérêts du bloc américain. En effet, comme le dit J. Chirac : "il nous faut participer à la sécurité en l'Europe et autour de l'Europe", et comme le déclare le général Méry, l'armée française peut être engagée dans des "batailles de l'avant" c'est-à-dire en Allemagne, contre les forces du pacte de Varsovie.

De cette nouvelle conception stratégique découle toute une réorganisation et une réorientation de la défense nationale : l'effort en faveur de la force de frappe est diminué pour renforcer les armements conventionnels, ce qui correspond aussi aux besoins internes du capital français dans l'organisation d'une armée de guerre civile : le 6ème sous-marin nucléaire risque de rester "ad aeternam" en chantier, le programme de missiles atomiques est allégé tandis que l'on modernise l'armement classique (un nouveau fusil, le Clairon, qui fait tant parler de lui, les chars AMX, etc.) D'autre part, il y a la réorganisation en fonction des intérêts de l'OTAN : coordinations renforcées en Europe, renforcement du potentiel militaire en Allemagne, et division des tâches à l'échelle internationale, comme le manifeste le renforcement de la flotte en Méditerranée dont le tonnage est doublé. Après la proposition d'intervention au Liban suggérée par Giscard lors de son voyage aux Etats-Unis, il semble que la France ait pour tâche, dans le cadre de l'alliance atlantique, de jouer de plus en plus le rôle de gendarme dans la Méditerranée.

Là se trouve la signification de son geste, lorsqu'avec force publicité il va assister au défilé de la flotte française dans la rade de Toulon.

(SUITE p.2)

L'INDEPENDANCE NATIONALE : UN MYTHE

(SUITE de la p.1)

l'affaire Schmidt

C'est dans un contexte politique passablement agité par la question de la défense nationale où les gaullistes et la gauche se font les défenseurs "intransigeants" de l'indépendance nationale que Giscard est accusé de "brader", que Schmidt fait ses déclarations sur la conférence de Porto-Rico et la décision prise par les USA, la GB, la RFA et la France de supprimer les crédits à l'Italie au cas où les communistes parviendraient au gouvernement à la suite des élections.

Ces déclarations jettent un jour particulier sur le rôle de ces conférences (Rambouillet, Porto-Rico) qui si apparemment n'apportent aucune mesure concrète face à la crise qui est le prétexte de leur tenue, au niveau politique jouent un rôle fondamental dans la mise sur pied de la politique américaine en Europe.

La réaction gênée du gouvernement français aux déclarations du chancelier Schmidt ne dément pas le fond mais la forme, ce qui marque l'alignement de la politique étrangère française sur celle des USA.

La mise au point du chancelier allemand traduit le rôle de mentor que la RFA, joue en Europe pour le compte des Etats-Unis et la volonté d'obliger les pays d'Europe à se définir clairement dans le cadre du bloc dans lequel ils s'intègrent.

Les réactions d'indignation de la gauche et des gaullistes ne changent rien au fait que, quelle que soit la manière dont cela se passe, la tendance au renforcement des blocs est inéluctable et que la sauvegarde d'une politique indépendante de la France à l'égard aussi bien de l'URSS que des U.S.A. ne relève que d'une utopie.

En effet, de plus en plus atteint par les conséquences de la crise mondiale, le capital français, comme puissance impérialiste de second ordre, est dans son propre intérêt contraint de s'intégrer de plus en plus dans un bloc économique. Il doit donc se soumettre pour la sauvegarde de son économie aux besoins du bloc atlantique, dominé par l'impérialisme américain, qu'il n'a en fait jamais quitté, malgré les velléités du gaullisme.

La crise de l'industrie aéronautique française illustre bien ce fait : il n'est plus possible de développer de grands programmes tels Concorde indépendamment de l'industrie américaine et les nouveaux projets (Super-Mercure, Super-Concorde) se font avec des entreprises américaines, car mieux vaut obtenir des marchés en association aux intérêts américains que pas de marché du tout comme avec Concorde. La domination économique des USA sur le marché mondial oblige les puissances économiques plus faibles à se soumettre dans leurs propres intérêts économiques pour avoir une part du gâteau. De cette nécessité économique découlent les conséquences militaires et politiques que nous avons vues.

Le PCF peut crier aussi fort qu'il veut que l'indépendance nationale est menacée, faire des clins d'oeil aux gaullistes et se faire le champion de la défense du capital national, à l'instar de son confrère italien qui reconnaît pour l'Italie la nécessité de rester dans l'Otan, c'est-à-dire de s'intégrer au bloc américain, il sera contraint, parce qu'il est un bon défenseur du capital national d'accepter cette politique d'intégration au bloc atlantique. La défense hystérique de l'indépendance du capital national apparaîtra alors pleinement pour ce qu'elle est, un oripeau idéologique pour embrigader le prolétariat derrière son capital national, écran de fumée qui cache de moins en moins bien la tendance inéluctable et de plus en plus forte au renforcement des blocs à l'heure de la crise mondiale du capitalisme.

J.J.

La crise politique en Europe

(SUITE de la p.1)

par leur présence. Le pauvre Suarez a beau crier sur tous les toits qu'il est, lui aussi, un "démocrate", personne ne veut le croire. Le fait est, que ce sous-fifre de la politique, phalangiste de surcroît, est bien mal placé pour être l'"homme fort" de la libéralisation, celui qui bousculera la vieille garde franquiste pour imposer le "tournant démocratique" dont le capital espagnol a grand besoin. Le soutien amical de cette autre débilité politique qu'est le roi et l'aide de ses ministres -compagnons de promotion- ne lui seront pas d'un grand secours dans cette tâche ardue. La déception bruyamment manifestée, non seulement par les secteurs les plus importants de la bourgeoisie espagnole mais également européenne à l'annonce du nom de successeur d'Arias Navarro, situe bien l'urgence avec laquelle la "démocratie" doit prendre le relais du franquisme dans la défense des intérêts capitalistes. Elle situe bien également l'ampleur de la "bourde" que constitue le choix de Suarez du point de vue de ces intérêts.

Au Portugal, si après les soubresauts de l'été et de l' automne dernier, la situation semble s'être aujourd'hui stabilisée, le calme actuel ne doit pas faire illusion. Le gouvernement Soares qui vient d'être constitué s'attaque à une "mission impossible" : remettre de l'ordre dans une économie complètement délabrée et pour cela commencer par imposer une austérité et une discipline de travail massives à la classe ouvrière. Pour affronter cette tâche, il dispose d'un seul atout important : l'aide économique et la bienveillance des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis. A part cela, il ne dispose ni d'une majorité parlementaire ni de moyens réels de mystification de la classe ouvrière. En effet, peu d'ouvriers portugais aujourd'hui se reconnaissent, les dernières élections législatives et présidentielles l'ont montré, dans un régime ouvertement dominé par la droite : Eanes, président de la République, est le co-organisateur, avec le colonel Neves, du contre-coup d'Etat de droite du 25 novembre qui a éliminé la gauche militaire ; au Conseil de la Révolution, organe fondamental de l'Etat, la droite est en force à tel point que Melo Antunes y fait presque figure de "gauchiste" ; à l'Assemblée, Soares s'appuiera essentiellement, pour ne pas être mis en minorité, sur les partis situés à sa droite, les mêmes qui, à côté du PS, avaient appuyé la candidature de Eanes : le CDS n'a-t-il pas déclaré : "Nous ne ferons rien contre cette expérience". Le gouvernement lui même est l'expression de ce rapport de forces favorable à la droite : on y compte un seul représentant de la tendance "de gauche" du PS et on y trouve, à un poste aussi fondamental au Portugal que la Défense, le lieutenant-colonel Firmino Miguel, ami personnel de Spinola. Ce dernier d'ailleurs s'apprête -signe des temps- à rentrer au pays ... alors que le "héros du 25 avril" porte-parole de la gauche militaire, De Carvalho est en résidence surveillée.

Dans ces trois pays donc, à la suite de convulsions politiques prolongées et quelquefois brutales, la bourgeoisie dispose d'instruments gouvernementaux qui ne sont guère appropriés pour maîtriser une situation économique et sociale de plus en plus difficile. Comment en est-elle arrivée là ?

les fondements de la crise

Face à la dégradation croissante de la situation économique causée par la disparition progressive des débouchés pour la production de chaque capital national, la bourgeoisie est partout appelée à mettre en place une politique dans trois directions :

- faire reporter le poids de la crise sur d'autres pays
- s'attaquer aux secteurs les plus anachroniques et les moins rentables de l'économie nationale, en particulier ceux liés à la petite production
- s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvrière.

Dans la mesure où cette dernière est la principale productrice de la richesse sociale, il est clair que c'est elle qui porte essentiellement et de plus en plus le poids des contradictions de l'économie capitaliste. Le problème posé au capitalisme par la nécessité de livrer un assaut frontal à un prolétariat qui, à la différence de 1929, n'est pas vaincu mais a opposé depuis 1968, une forte résistance à la dégradation de ses conditions de vie, tendra de plus en plus à prendre le devant de la scène de la situation politique. En particulier, il a mis d'ores et déjà à l'ordre du jour pour la bourgeoisie l'impératif de se doter des moyens les plus appropriés pour limiter, canaliser et dévoyer les luttes prolétariennes contre une austérité croissante.

Cependant, là n'est pas le seul problème affronté par la bourgeoisie de chaque pays. Afin de rentabiliser au maximum son capital national, elle est conduite à éliminer les secteurs économiques ayant la productivité la plus faible, à s'attaquer au niveau de vie des couches moyennes, en particulier celles liées à la petite propriété agricole ou industrielle (en France, le revenu paysan a diminué de plus de 20 % en deux ans). En règle générale, la bourgeoisie est contrainte de prendre des mesures de capitalisme d'Etat tendant à limiter encore plus le poids et la marge de manoeuvre des secteurs liés à la propriété individuelle. Mais ce faisant, elle se heurte de front à la résistance de l'ensemble de ces secteurs qui constituent bien souvent les meilleurs soutiens des équipes gouvernementales encore au pouvoir en Europe. Ici se manifeste une des contradictions qui, comme produit des contradictions économiques fondamentales, assaillent aujourd'hui la classe bourgeoise : la nécessité de mettre en place, pour préserver sa survie collective, des mesures économiques et politiques qui tendent à léser une part importante de ses membres ou couches sociales qui l'appuient.

Le troisième axe de la politique bourgeoise, le déplacement des effets de la crise vers d'autres capitaux nationaux, n'est pas, lui non plus, exempt de contradictions. En effet, chaque pays essaie de reporter la crise sur les autres, ce qui implique que cette politique conduit immédiatement à l'aggravation de la concurrence entre toutes les nations. Mais comme aucune d'entre elles ne peut lutter seule contre toutes les autres, ces rivalités conduisent à la constitution et au renforcement de grands blocs impérialistes antagonistes au sein desquels la concurrence subsiste mais où elle doit nécessairement se soumettre aux intérêts généraux du bloc et particulièrement de sa puissance dominante. La nécessité pour chaque capital national d'améliorer ses positions au détriment des autres entre donc en conflit avec les blocs impérialistes qui sont pourtant le résultat de cette nécessité.

L' ensemble de contradictions qui assaillent la classe capitaliste de chaque pays dans ses différentes tentatives d'affronter du mieux possible la crise mondiale, tend à se conjuguer et aboutit, en particulier là où le capitalisme est le plus faible, à des contradictions encore plus violentes. Si, dans certains cas, il peut y avoir convergence directe et immédiate entre l'intérêt du bloc impérialiste et la politique intérieure la plus appropriée à la défense du capital national, dans la majorité des cas, les deux entrent en conflit. Ainsi, il est clair qu'en Europe, à l'heure actuelle, les pays européens et les U.S.A. appuient fortement la venue d'"une démocratie" plus apte à maintenir l'ordre intérieur dans la mesure où celle-ci est parfaitement compatible avec l'intérêt du bloc occidental. Par contre, en Italie, le besoin urgent de mettre en place une formule de "compromis historique" se heurte à une résistance acharnée de ce bloc contre toute participation du PCI au gouvernement. En Italie, comme au Portugal l'été dernier, on assiste à une convergence entre, d'un côté, la résistance de la part des secteurs économiques et politiques les plus anachroniques du capital aux mesures de capitalisme d'Etat qu'exige la situation, résistance qui se traduit par une opposition résolue aux partis "communistes", partisans les plus décidés de ces mesures, et, de l'autre côté, les intérêts immédiats du bloc impérialiste de tutelle, celui des U.S.A. Cette convergence aboutit au maintien, ou au retour comme au Portugal, de formules gouvernementales qui sont de moins en moins appropriées à la situation du point de vue d'une défense efficace du capital national. Mais même là où cette convergence n'existe pas dans l'immédiat, comme en Espagne, on peut voir également que la résistance acharnée et désespérée des secteurs les plus anachroniques de la bourgeoisie, regroupés dans ce pays autour du franquisme et s'appuyant surtout sur les forces de répression de l'Etat, est encore en mesure de bloquer l'évolution vers la mise en place de structures politiques plus adaptées à la situation.

Mais le fait que ces contradictions puissent encore aujourd'hui s'imposer au jeu politique bourgeois est la manifestation du fait que la contradiction essentielle, celle qui oppose la classe ouvrière à la classe capitaliste n'a pas pris encore entièrement le devant de la scène.

le retard de la lutte de classe et les perspectives

En 1968 en France, en 1969 en Italie en 1970 en Pologne, les premières atteintes de la crise avaient provoqué une réaction prolétarienne d'une ampleur et d'une profondeur inconnues depuis plus d'un demi-siècle. Cette réaction indiquait que des deux seules issues possibles de la crise : guerre impérialiste ou guerre de classe, c'était, contrairement à 1929, la deuxième qui était à l'ordre du jour. Depuis, la crise économique s'est approfondie progressivement débouchant sur les convulsions politiques que nous avons vues. Mais parallèlement, on a pu voir que la classe capitaliste, un instant surprise, avait réussi, essentiellement grâce à ses syndicats et ses forces politiques de "gauche", à canaliser, à dévoyer et en fin de compte, à freiner la lutte de classe. Cela ne signifie pas que la perspective générale soit modifiée : la classe ouvrière n'a pas été battue, mais cela signifie qu'il existe à l'heure actuelle un décalage important entre d'un côté la profondeur de la crise économique et politique du capitalisme et, de l'autre, le niveau de combativité et de conscience du prolétariat. Cela permet de comprendre pourquoi la bourgeoisie qui, contrairement à la classe révolutionnaire est incapable de se donner une compréhension claire et à long terme de ses intérêts généraux, ttarde tant, principalement là où elle est la plus faible, à se donner les moyens les plus efficaces pour affronter la crise.

Le décalage entre le niveau de la crise et celui de la lutte de classe ne saurait se prolonger éternellement. S'il a pu se développer c'est essentiellement grâce à la mise en avant par le capital de perspectives de gouvernements "de gauche" qui sont présentées comme des "solutions" à la crise. Parmi les travailleurs, ces mystifications, renforcées encore par les gauchistes et leur "soutien critique" pèsent encore d'un poids très lourd. Mais l'aggravation inexorable de la crise qui mettra de plus en plus à nu la faillite du système capitaliste, tendra à leur ouvrir les yeux. Elle même, la venue de la gauche au pouvoir, rendue inévitable par cette aggravation, après avoir, dans un premier temps, provoqué un surcroît de mystifications, tendra à dissiper le nuage d'illusions qui obscurcit la conscience de la classe ouvrière sur le compte de ces forces de rechange du capital déguisées en "partis ouvriers".

Alors, et contre toutes ces forces politiques de gauche, y compris les gauchistes qui en constituent les rabatteurs assidus, se posera le problème de l'affrontement direct entre la classe révolutionnaire et l'Etat capitaliste. La crise politique de la bourgeoisie, dont les convulsions actuelles en Europe du sud ne sont qu'une préfiguration, ne sera plus un facteur de confusion pour le prolétariat mais au contraire, de prise de conscience de la faillite historique du capitalisme et de la nécessité de le détruire.

C. G.



REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements :
1 an (12 numéros)......... 20 F
6 mois (6 numéros) .... 10 F

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France .... 40 F
Etranger .... 60 F
Hors d'Europe par avion .... 80 F

POLOGNE

LE CAPITALISME D'ETAT AFFRONTE LA CRISE ET LA CLASSE OUVRIERE

(SUITE de la p.1)
long terme que d'aboutir à des tensions sur les prix qui, au bout de compte, se traduisent par des hausses aussi brutales qu'énormes. Le capitalisme d'Etat ne "résout" certains aspects que pour les porter à leur paroxysme. Plus on comprime un ressort, plus il se détend brusquement. Et les hausses annoncées aujourd'hui sont le cumul des hausses qui n'avaient pu passer en 70, ajoutées aux hausses découlant de l'aggravation de la crise mondiale. La bourgeoisie a su arrêter le mouvement des ouvriers à temps cette fois, profitant de l'expérience de 70 et feignant d'emblée de céder. Mais cette fois, elle n'a pas et ne peut pas réellement céder : on parle aujourd'hui d'une hausse "seulement" de moitié (25 à 50%).

L'existence d'une grave crise économique dans les pays de l'Est n'est plus à démontrer. Les hausses de prix spectaculaires annoncées récemment en Tchécoslovaquie et en Hongrie en témoignent suffisamment. La Pologne, plus que toute autre, a le couteau sous la gorge. Ses exportations sont de plus en plus difficiles (crise de la contruction navale, secteur important de son économie), son économie peu diversifiée, sa productivité faible malgré une exploitation plus intense qu'ailleurs à l'Est, de la classe ouvrière. La faiblesse de son économie la maintient dans la dépendance russe, et elle doit s'endetter à tour de bras pour subsister (cf. les crédits mendiés à l'Allemagne de l'Ouest). Comme l'écrit le quotidien du parti, Tribuna Ludu, "A long terme, il est impossible d'acheter au prix fort pour revendre à bas prix". A court terme, une seule solution pour la bourgeoisie : diminuer les coûts de production, en rognant encore sur les salaires, d'une façon ou d'une autre. " Le salaire dans le socialisme est dans sa substance une des formes de participation dans le revenu national" écrit le même Tribuna Ludu. En d'autres termes, moins vous êtes payés, plus vous participez à la grandeur nationale. Le problème pour la bourgeoisie polonaise, c'est que cet argument n'a pas l'air de convaincre une classe ouvrière déjà exaspérée par la dégradation incessante de son niveau de vie, et qui a déjà montré sa détermination. Depuis janvier, un mûrissement du mécontentement se fait, des grèves sporadiques éclatent ici et là, qui ont abouti à une réaction aussi violente qu'immédiate lorsque la bourgeoisie a tenté d'imposer des restrictions draconiennes. Cette menace est en passe de devenir le cauchemar principal de la classe dominante.

la classe ouvrière a perdu certaines de ses illusions

Les mouvements de révolte d'autres couches de la population, qui pouvaient donner l'impression d'une certaine "radicalité" ont montré leurs limites :"le mouvement étudiant" par exemple, avait déjà disparu en fumée lors du soulèvement ouvrier de 70. Aujourd'hui, on voit ses leaders s'intégrer ouvertement à la bourgeoisie (1). Face à la crise du capital la classe ouvrière se bat seule, et elle seule représente une force contre un système dégénéré.

L'Etat "socialiste" apparaît aujourd'hui dans sa véritable nature de classe : la classe ouvrière des pays de l'Est a une longue expérience de ce que peut donner un parti "ouvrier" à la tête de l'Etat capitaliste : quand elle se révolte, elle dirige directement ses coups contre son ennemi, l'Etat, en brûlant les sièges du P.C., en s'opposant le plus souvent violemment et avec détermination aux syndicats et autres appareils de contrôle de la machine étatique. Tout ce qui vient du parti-Etat bourgeois ne lui inspire que méfiance. L'organe du "Grand Parti Ouvrier Polonais Unifié" est devenu, comme le disent eux-mêmes les ouvriers polonais :"le journal des nouveaux propriétaires". Trente ans d'expérience de l'exploitation capitaliste sous couvert de "socialisme" ajoutés aux coups de boutoir de la crise, ont ébranlé de façon décisive la plus grande mystification de l'histoire du mouvement ouvrier, née de la contre-révolution stalinienne.

La pénurie de rouages tampons entre l'Etat et la classe ouvrière rend plus aiguë et plus franche la lutte que la classe ouvrière mène contre le capital. Les pays à capitalisme faible sont plus vulnérables que d'autres aux perturbations entraînées par les mouvements sociaux. Mais en bloquant toutes les manifestations mineures de mécontentement, la bourgeoisie ne fait que rendre plus fortes les explosions.

les tentatives de la bourgeoisie

La bourgeoisie a cette fois mis en oeuvre rapidement des moyens d'urgence pour enrayer le mouvement : promesses d'annulation d'abord, division du mouvement ensuite, répression par paquets pour l'atomiser, accompagnées de "consultations de la base responsable" avant de nouvelles décisions, pour tenter d'huiler les rouages grinçants de la machine étatique. Comme en 70, Gierek met en avant la nécessité de donner plus d'importance à la "participation", à la "concertation", à condition que ce soit dans le cadre choisi par l'Etat, dans "l'ordre" : "On ne peut négocier avec la base pendant les arrêts de travail qui créent un climat de tension qui profite aux éléments asociaux" (Gierek). Mais la bourgeoisie s'inquiète de ces mesures érodées pour empêcher une réaction qui menace d'être violente lors de l'inévitable nouvelle hausse.

La tendance la plus "dure", celle qui s'affole le plus facilement, reproche à l'équipe actuelle ses atermoiements et demande une répression immédiate pour étouffer dans l'oeuf toute tentative de soulèvement. Elle ne s'insurge plus seulement contre "les vandales, les femmes hystériques, les hooligans" mais aussi contre "les mauvais instincts de la foule" (Tribuna Ludu). Un tel manque de "finesse" dans la répression risque fort de porter à son comble la colère des ouvriers, et d'unifier contre l'Etat un mouvement qui reste pour le moment atomisé, enfermé dans les usines.

La tendance "démocratique" des "progressistes" voit, elle, à plus long terme. Comprenant mieux le danger d'affronter sans préparation une classe ouvrière prête à tout, elle prévient : "Les événements ont montré, que dans le système actuel, les citoyens n'ont qu'un seul moyen pour exprimer leur position : celui de manifester pour traduire leur mécontentement" et "Il faut élargir les libertés démocratiques pour éviter de nouvelles explosions populaires" (Lettre "des onze" au Parlement). Pour éviter toute concrétisation d'un mouvement ouvrier contre l'Etat, elle propose la légalisation des oppositions, l'élargissement des "libertés démocratiques", de la "liberté de presse" pour procéder à "un authentique débat national", etc., critiquant ainsi la trop grande vulnérabilité du parti unique contre lequel sont menés les assauts de la classe ouvrière. Les gauchistes de tous poils, toujours à l'affût d'une relève, applaudissent à cette "véritable opposition de gauche" : "L'avenir dépend de la capacité de jonction de l'opposition intellectuelle avec la classe ouvrière" ("Rouge"). L'avenir de la bourgeoisie dépend en effet de la mainmise que cette opposition sera capable d'avoir sur la classe ouvrière. Les gauchistes savent en effet que demain, ils seront utiles pour récupérer les organes que tentera de se donner la classe ouvrière, pour la ramener sur le chemin du "dialogue", pour appeler les défaites des victoires, pour pousser les ouvriers à se sentir concernés par le capital national sous un langage plus radical.

Cependant, même si la bourgeoisie sécrète, en Pologne comme ailleurs, le contre-poison de gauche à la menace prolétarienne, la mise en place d'une telle relève aura du mal à s'imposer vu la position fragile d'une économie instable et l'inertie du parti unique-Etat qui monopolise la vie politique, sociale et économique. Le contre-poison n'en est pas moins nocif à la classe ouvrière. Déjà, il a réussi à entraîner une partie de la classe vers des revendications "démocratiques" de réforme de la Constitution etc. La classe ouvrière connaît déjà la répression dont est capable "l'Etat ouvrier". Il lui reste à apprendre comment la "démocratie" de la bourgeoisie peut dévoyer ses luttes et la livrer ainsi désarmée à cette répression.

D. T.

(1) Pour exemple, Kuron, un des leaders du mouvement étudiant des années 50, co-auteur d'une "Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais" où il définissait clairement la Pologne comme un Etat capitaliste, s'est fait récemment connaître par ses appels à la démocratisation de ce même Etat (dans la "Lettre des onze" citée dans l'article.)

ESPAGNE

LE MENSONGE DEMOCRATIQUE

La crise actuelle en Espagne n'est pas une crise espagnole ou une crise de régime. Au Portugal, en Italie, en Chine, au Pérou, les bourgeoisies locales vivent des convulsions politiques semblables. Dans un nombre chaque jour plus grand de pays, l'appareil politique de la classe dominante est en crise parce que le système économique sur lequel repose son pouvoir est en train de sombrer.

L'augmentation du chômage, la hausse des prix qui s'accélère chaque jour, la diminution du pouvoir d'achat des classes travailleuses, sont des phénomènes mondiaux au même titre que la crise économique du capitalisme et la poussée des luttes ouvrières contre l'aggravation constante de son exploitation.

La crise actuelle en Espagne est en premier lieu l'expression locale de la crise fondamentale qui secoue tant à l'Est qu'à l'Ouest les bases du système d'exploitation capitaliste.

signification de la crise actuelle du gouvernement

Ici comme dans tous les pays du monde la bourgeoisie a besoin de se doter des armes politiques nécessaires pour faire face au développement de la lutte de la classe ouvrière. Depuis Giron jusqu'à Carrillo et Gonzales, en passant par Suarez, Juan Carlos, Fraga et Areilza, toutes les forces politiques de la bourgeoisie de ce pays savent que la crise économique va empirer, que le chômage continuera à augmenter, les prix à monter et les conditions de vie de la classe ouvrière à s'aggraver. Ils savent aussi que l'immense vague de luttes ouvrières qui a secoué tout le pays de janvier à mars n'a pas été une tempête passagère mais une nouvelle annonce de la combativité de la classe ouvrière contre l'exploitation. Ils savent pour cela que tout futur gouvernement national devra s'affronter violemment plus d'une fois contre la classe ouvrière.

Mais, tandis que les politiciens les plus rétrogrades de la bourgeoisie, ceux dont les privilèges sont trop liés au régime franquiste, restent attachés aux vieilles méthodes et aux vieux mensonges croyant qu'ils sont encore une arme suffisante pour affronter la nouvelle situation, les secteurs les plus "avancés" de la bourgeoisie, avec l'appui de la bourgeoisie plus expérimentée des pays industrialisés, comprennent la nécessité de CHANGER L'HABIT DE LA REPRESSION ET DE L'EXPLOITATION CAPITALISTES.

Aujourd'hui comme hier, pendant la République des années 30, la répression bourgeoise a besoin du masque "démocratique", "républicain", "populaire", pour affronter la poussée des luttes ouvrières provoquée par la crise économique. Comme hier, la bourgeoisie a besoin non seulement d'une police armée efficace, mais aussi d'organes politiques et syndicaux pour encadrer et contrôler la classe ouvrière, des organes capables de maintenir la lutte ouvrière dans le cadre du pouvoir bourgeois, à l'intérieur du cadre LEGAL où la lutte prolétarienne peut être émasculée. Pour sauver leur pouvoir, les fractions les plus efficaces de la bourgeoisie ont fait leur la nécessité d'instaurer les techniques anti-ouvrières de leurs frères aînés européens, les techniques de la démocratie bourgeoise.

"Rétrogrades" et "modernes", "franquistes" et "démocrates", les bourreaux du capital, politiciens du capital, se battent pour trouver le meilleur moyen d'accomplir leur fonction de défenseurs de l'ordre national bourgeois.

Le gouvernement actuel de Suarez, aussi incapable et inefficace que son royal créateur, est un avortement transitoire de ces querelles entre gangsters du capital. En tant que tel, il n'est pas la conclusion des affrontements actuels mais l'annonce de nouvelles et prochaines convulsions dans le bourbier bourgeois.

la lutte de la classe ouvrière

La pire chose qui puisse arriver à la classe ouvrière est de tomber dans le piège que lui tend toute la bourgeoisie et qui consiste à lui faire croire qu'elle a à choisir entre un des deux camps de la bourgeoisie. LA CLASSE OUVRIERE NE CHOISIT PAS SON BOURREAU. Et si elle le fait, comme en 36, quand elle s'est laissée entraîner sur le terrain des bourgeois républicains, elle se condamne à voir sa propre lutte écrasée non seulement par les forces bourgeoises qu'elle combat, mais aussi et en premier lieu, par celles à qui elle aura maladroitement donné son appui. Oublier la répression des luttes ouvrières de mai 1937 à Barcelone par le très "démocratique" et "populaire" gouvernement de la République (auquel participaient tant les anarchistes de la CNT que les partis "communiste" et "socialiste") serait aujourd'hui du pur suicide.

La classe ouvrière unie à une fraction quelconque de la bourgeoisie, aussi "populaire" et "démocratique" qu'elle veuille se dire, sera toujours vaincue.

Ceux qui appellent aujourd'hui de nouveau les travailleurs à s'unir avec les "démocrates" bourgeois, quelle que soit la forme d'appui ou d'alliance qu'ils proposent, quels que soient les prétextes utilisés, appellent la classe ouvrière à abandonner ses propres armes et son propre terrain de lutte. Ils l'appellent à mettre le cou dans le garrot "démocratique" du capital.

La force de la classe ouvrière réside dans son nombre. Mais, sans unité ni conscience, le nombre n'est rien. Les forces politiques de la bourgeoisie en milieu ouvrier, depuis le PCE et le PSOE jusqu'au PTE et autres MCE, se sont donnés la tâche de détruire cette force. Ils le font en empêchant l'unité de la classe ouvrière, en l'enfermant dans les mythes régionalistes, en faisant croire qu'il existe une classe ouvrière catalane, une autre valencienne, une autre galicienne, etc. Ils le font en essayant de détruire toute prise de conscience de la classe ouvrière de SES PROPRES INTERETS de classe, en l'appelant à transformer sa lutte globale contre l'exploitation en lutte pour la "démocratie" bourgeoise et autres actions "unitaires" et "populaires" où la classe ouvrière doit inévitablement soumettre ses propres intérêts à ceux d'une fraction de la classe exploiteuse.

Demain, ce seront ces "démocrates" de la bourgeoisie qui viendront accomplir, avec des bavardages "populaires" et des méthodes de "légalité démocratique", dans le gouvernement, la même fonction qu'ont accomplie pendant des années les franquistes : le maintien de l'"ordre" national du capital. Les "démocrates" d'aujourd'hui sont la police de demain. Et, comme ils l'ont démontré avec leur attitude de sabotage des luttes ouvrières au début de cette année, comme ils le démontrent aujourd'hui avec des manifestations d'"unité populaire" (c'est à dire d'unité avec les "secteurs démocratiques" de la bourgeoisie), cela fait longtemps qu'ils accomplissent leur fonction bourgeoise.

Aujourd'hui, quand la crise du capitalisme mondial la pousse à développer de nouveau sa lutte, la classe ouvrière doit savoir que, à l'époque actuelle, elle ne trouvera jamais ses armes dans les mécanismes de la "démocratie" bourgeoise ni dans les "fronts populaires", mais bien dans sa PROPRE LUTTE AUTONOME DE CLASSE ; que les buts de sa lutte ne peuvent jamais être, pas même momentanément, les mêmes que ceux d'une fraction de la bourgeoisie.

Qu'il soit franquiste ou "démocratique", qu'il soit basque, catalan ou castillan, qu'il soit espagnol, chinois ou américain, le capital ne peut vivre que du sang et de la sueur de la classe ouvrière.

Pour cela, aujourd'hui comme hier et comme demain, ici et dans le monde entier, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même.

Pour cela, le seul chemin pour la classe ouvrière, c'est celui de la défense intransigeante de ses PROPRES INTERETS de classe, c'est le chemin du POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIERE MONDIALE, c'est le chemin de la REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE.

Courant Communiste International
Editorial du N° 9 d'ACCION PROLETARIA

3e PARTIE

LE TROTSKYSME FILS DE LA CONTRE-REVOLUTION

Dans les deux premiers articles consacrés au "Trotskysme", nous avons vu comment ce courant politique s'était constitué comme expression de la contre-révolution qui s'instaure après la défaite de la vague révolutionnaire des années 20, en reprenant et en théorisant dans ce contexte les erreurs et les confusions qui existaient au sein de la IIIème Internationale et qui avaient joué un rôle actif dans la défaite du mouvement prolétarien.

Ce qu'il s'agit de voir dans cet article, c'est la fonction que les groupes politiques qui se réclament du "trotskysme" assument aujourd'hui au service du capital dans un contexte de crise économique du système capitaliste et de remontée de la lutte de classe.

Trente ans après la tenue du Congrès de fondation de la IVème Internationale, les groupes politiques issus de cette organisation végétaient petitement à l'ombre des Partis Communistes et parfois même pour certains, en leur sein. Depuis la fin des années 60, cependant, ces derniers ont vu leurs rangs se renforcer et leur importance au sein de l'appareil politique du capital faire de même. Or, ce changement notable ne peut pas s'expliquer par un bouleversement dans les positions politiques défendues par ces groupes. Ce que l'on constate en effet, c'est que plus de trente ans après, ceux-ci continuent de défendre les positions clés qui caractérisaient le courant trotskyste dès sa naissance et qui se trouvent sous leur forme achevée dans le "Programme de Transition" -quelles que soient par ailleurs les différences d'interprétation que chacun des groupes peut en faire et qui justifient à ses yeux une existence séparée. Qu'on en juge !

CAUTION DE GAUCHE ET RABATTEURS DES SYNDICATS

- Le Programme de Transition avançait comme principe fondamental que les organisations membres de la IVème Internationale militent dans les syndicats. Toujours fidèles à ce principe, les groupes trotskystes continuent de militer en leur sein et quel que soit le syndicat qu'ils privilégient, y mènent une politique identique sur le fond.

Contraints de reconnaître à la suite de Trotsky (1), que les syndicats ne sont plus ce qu'ils étaient par le passé (entendons depuis la première guerre mondiale), c'est-à-dire "ne défendent même plus sur le terrain économique les intérêts des travailleurs", les trotskystes critiquent sans relâche "les directions qui trahissent" chaque lutte sérieuse de la classe ouvrière, affirment que tout le "mal" vient de ces dernières et se présentent comme des directions de rechange. Ce faisant, ils "oublient" deux choses.

La première, c'est que si tout organe prolétarien est amené à faire des erreurs, tout organe qui trahit ne serait-ce qu'une fois les intérêts de la classe ouvrière passe irréversiblement dans le camp du capital, les soi-disant "trahisons" ultérieures n'étant que l'expression de sa nouvelle appartenance de classe. La seconde, c'est que pour les marxistes, ce ne sont pas les "chefs" qui font l'organisation, mais au contraire l'organisation qui détermine le type de "chef" dont elle a besoin et qu'elle met à sa tête.

Ainsi, alors que la classe ouvrière a déserté la vie syndicale, les trotskystes tentent de redonner vie à des organes qui, à l'époque de la décadence du capitalisme où aucune réforme réelle ne peut être accordée par le capital, sont devenus de véritables polices au sein des entreprises chargées de briser toutes les luttes sérieuses de la classe, de les dévoyer, de négocier les défaites qu'elles ont elles-mêmes préparées. Sous prétexte de faire "de l'agitation révolutionnaire", les trotskystes, militants de base toujours, délégués syndicaux souvent, participent à toutes les campagnes de mystification organisées par les syndicats (défense du patrimoine industriel français), assument toutes les tâches d'encadrement que leur fonction exige et, pour gagner de l'influence, flattent toutes les illusions qui subsistent au sein de la classe ouvrière (réformisme, corporatisme, usinisme, légalisme...)

Lorsque dans les luttes, les ouvriers s'affrontent violemment aux syndicats et que certains syndiqués déchirent leur carte syndicale, les trotskystes leur demandent toujours de ne rien en faire et les appellent à venir au contraire "renforcer les syndicats", à venir "lutter avec eux contre les directions traîtres". Certains vont même jusqu'à leur proposer de s'inscrire dans deux syndicats en même temps et tous les appellent à se battre pour que celles-ci, "les directions traîtres" bien sûr, s'unissent "pour faire une politique commune dans un grand syndicat avec droit de tendance". Le fin du fin de l'agitation révolutionnaire revient, comme on le voit, à demander aux ouvriers de lutter pour que ceux qui "les trahissent" s'unissent tout en étant plus "démocratiques" (!), c'est-à-dire, constituent en fait une police unique divisée en clans rivaux mais complices, pour mieux les mettre au pas.

Lorsque dans les luttes, surgissent des comités de grève, les trotskystes, partisans de ces formes d'organisation unitaire de la classe, sont cependant les premiers à exiger que les syndicats puissent continuer à s'y exprimer. Chaque fois, au nom de la solidarité ouvrière et de l'élargissement nécessaire de la lutte, ils demandent à ces derniers leur "soutien", leur permettant ainsi de faire peser tout le poids de leur machine bureaucratique sur la lutte, d'en reprendre le contrôle pour la saboter.

En fait, caution de gauche et rabatteurs des syndicats, les trotskystes (tout comme les autres gauchistes d'ailleurs) participent activement au désarmement de la classe en masquant la nature et la fonction réelle de tels organes.

COMPLICES DES MASSACRES DU PROLETARIAT

- Le Programme de Transition préconisa, à travers le mot d'ordre de "Front unique ouvrier" et celui de "Gouvernement ouvrier et paysan", la lutte pour l'union des partis se réclamant de la classe ouvrière. Plus de trente ans après, continuant à voir dans les partis sociaux-démocrates et les partis staliniens des partis "ouvriers", qui ont le simple tort d'être "réformistes" (à l'époque du capitalisme décadent!), les trotskystes appellent ces derniers à s'unir, et les ouvriers à lutter pour que cette union se fasse. C'est-à-dire qu'ils appellent les massacreurs des prolétaires et révolutionnaires allemands notamment, et ceux des prolétaires russes, espagnols ..., les pourvoyeurs en chair à canon des deux dernières boucheries impérialistes mondiales et de tous les affrontements inter-impérialistes depuis, à s'unir. Certes, ils "critiquent" la politique menée par ces partis, ils leur demandent à cor et à cri de "rompre avec la bourgeoisie" (!). Mais à quoi peut correspondre le fait de demander cela à des partis qui, chaque fois que l'Etat capitaliste a eu besoin d'eux pour réprimer la classe ouvrière, pour l'embrigader dans la guerre, pour reconstruire et gérer l'économie nationale, pour assurer le bon fonctionnement des pouvoirs publics, ont répondu et continuent de répondre "présents". Leur demander de "rompre avec la bourgeoisie", c'est demander au capital de se faire hara-kiri, c'est demander à un canon de se transformer en ambulance. Une telle politique, aussi aberrante qu'elle puisse paraître, aboutit pourtant à :

- renforcer les illusions de la classe ouvrière sur la nature de ces partis qui n'ont d'ouvrier que le sang des prolétaires qu'ils ont fait verser;
- ramener dans le giron de la gauche, au travers d'une critique qui se veut "radicale", les éléments qui s'en détachent;
- préparer le massacre de la classe par ces mêmes partis de gauche.

ROUES DE SECOURS DE L'APPAREIL D'ETAT

Le Programme de Transition affirmait la nécessité de participer aux élections et au Parlement. Depuis la fin des années 60 -continuité oblige-, les trotskystes n'ont pas raté une seule des élections "importantes" qui ont rythmé la vie politique de la bourgeoisie. Après avoir critiqué les élections, en affirmant à juste titre qu'elles ne sont pas un terrain de lutte pour la classe ouvrière, qu'elles ont pour fonction essentielle de mystifier et d'atomiser les ouvriers, tous se sont lancés dans la danse électorale. Les prétextes invoqués en cette circonstance étaient tous plus "réalistes" les uns que les autres : "Les ouvriers ne comprendraient pas qu'en de telles circonstances, les révolutionnaires n'aient rien à dire", "C'est l'occasion, au moment où toute l'attention des ouvriers se trouve orientée sur les élections, de faire une agitation révolutionnaire, d'utiliser les tribunes qui nous sont offertes par la bourgeoisie". Ce qui veut dire en clair : "les ouvriers sont mystifiés, atomisés, conservent des illusions sur les élections, alors nous participons à cette oeuvre de mystification".

Quant à leur agitation révolutionnaire, elle s'est résumée à soutenir "les justes luttes des travailleurs" (ce que n'importe quel évêque de gauche peut faire), à "exiger des partis ouvriers" qu'ils défendent vraiment les intérêts des travailleurs et rompent, bien sûr, avec la bourgeoisie, à "dénoncer la droite" dans un langage plus radical que ne l'a fait la gauche, c'est-à-dire, en faisant référence aux conseils ouvriers et à la violence de classe. Après quoi, bien entendu, fidèles à leur politique de "soutien critique" -où la "critique" ne sert qu'à faire passer le soutien-, "pour ne pas heurter" les illusions des ouvriers, ils ont appelé à voter "pour la gauche", afin, comme le disait L.O., qu'"aucune de nos (leurs) voix ne leur manque"... pour pouvoir assumer leur fonction de défenseur du capital national au plus haut niveau de l'appareil d'Etat. Là encore, là fonction des trotskystes et des gauchistes en général, a été, au travers d'un langage radical, de ramener sur le terrain électoral les ouvriers qui s'en éloignaient, de rabattre dans le giron de la gauche ceux qui commençaient à perdre leurs illusions à son égard.

DEFENSEURS LES PLUS «RADICAUX» DU CAPITALISME D'ETAT

- Le Programme de Transition mettait en avant une série de revendications économiques dites "transitoires" dans la mesure où, sensées "répondre aux besoins objectifs des masses" tout en étant "inintégrables par le capitalisme", elles devaient permettre, si la classe ouvrière luttait pour les faire aboutir, une dynamique de lutte de classe telle que les trotskystes n'auraient plus qu'à en prendre la direction et le contrôle pour que l'on parvienne à la destruction de l'Etat bourgeois.

Trente ans après, maintenant cette problématique, les groupes trotskystes appellent les ouvriers, dans le cadre de leur lutte contre le chômage et l'inflation, à se battre sur des revendications salariales "radicales", pour l'échelle mobile des salaires (c'est-à-dire la mise en place de conventions collectives où toute augmentation du coût de la vie se trouverait automatiquement compensée par une augmentation proportionnelle des salaires), "pour le partage des heures de travail entre toutes les mains des travailleurs", pour la nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier", des entreprises faisant faillite, des banques, des monopoles....

Lorsque l'on considère ces revendications, on s'aperçoit :

1 - Que les revendications salariales "radicales" ne tirent leur caractère radical que du fait qu'elles sont supérieures de 100 ou 200 francs à celles avancées par la gauche.

2 - Que celles concernant l'échelle mobile des salaires, outre le fait qu'elles sont totalement utopiques dans le capitalisme, ne feraient, si elles étaient appliquées, qu'entériner le niveau d'exploitation de la classe ouvrière atteint avant sa mise en application

3 - Que celles concernant le partage des heures de travail entre toutes les mains disponibles, tout aussi utopiques que les précédentes, n'aboutiraient qu'au maintien et à la rationalisation de l'exploitation de la classe ouvrière au travers du salariat.

4 - Que celles concernant les nationalisations sont parfaitement intégrables par le capitalisme et n'ont pas non plus le caractère radical qu'on leur attribue. En effet, faire passer la plus-value des mains d'un patron ou d'une firme privée dans les mains de l'Etat n'a jamais, que l'on sache, mis un terme ni adouci l'exploitation de la classe ouvrière. Le fait que ces nationalisations soient plus nombreuses que celles préconisées par la gauche ne change rien à l'affaire, pas plus que le fait qu'elles soient effectuées "sans indemnité ni rachat", "sous contrôle ouvrier", à moins, bien sûr, que l'on considère que la prise de responsabilité des ouvriers dans la gestion d'une entreprise étatisée, c'est-à-dire leur participation à la gestion de leur propre exploitation sous controle de l'Etat -ce qui se produit inévitablement- a un caractère révolutionnaire !

A travers ce système de revendications savamment élaborées, les trotskystes:

- d'une part, renforcent les illusions de la classe ouvrière sur la possibilité d'obtenir des réformes réelles et durables de leur condition d'existence dans le capitalisme décadent, participent à l'enfermement de ses luttes sur le terrain économique et au maintien de sa division dans les cadres économiques que le capital lui impose, à savoir, par atelier, par usine, par branche, par nation.
- d'autre part, agissent comme les partisans les plus ouvriéristes des mesures capitalistes d'Etat qu'ils présentent à la classe ouvrière comme autant de mesures "socialistes" ou "conduisant au socialisme", c'est-à-dire défendent le maintien et le renforcement du capitalisme décadent, de sa misère et de sa barbarie. Si les trotskystes pouvaient se placer sur le terrain de la classe ouvrière, ils comprendraient que ce n'est pas en recourant à de nouvelles illusions que l'on combat celles qui existent au sein de celle-ci, que la tâche des révolutionnaires n'est pas de lui en proposer de nouvelles sous prétexte de combattre les anciennes mais de les dénoncer toutes sans fard et sans détour.

Ce que traduit leur "problématique transitoire", c'est toute la vision bourgeoise drapée pour l'occasion dans un langage ouvrier, du prolétariat. A savoir, non pas celle d'une classe qui tire de sa situation de classe exploitée sa nature révolutionnaire, et qui, au travers de ses luttes contre son exploitation, prend conscience de sa force et de la necessité de détruire l'Etat bourgeois, mais celle d'une classe "trade-unioniste", tout juste capable de se battre pour son beefsteak, qu'il faut conduire à travers des revendications et des mots d'ordre politiques "étudiés" à la révolution sans même qu'elle s'en aperçoive.

- Le Programme de Transition définissait l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré dans lequel la classe ouvrière n'aurait qu'une révolution politique à accomplir. Trente ans après, les trotskystes continuent de soutenir qu'en URSS, l'économie a quelque chose de "socialiste", que la classe ouvrière n'a pas comme ailleurs à détruire l'Etat malgré sa politique contre révolutionnaire, capitaliste, celui-ci reste le garant du caractère "socialiste" de l'économie !!! Aussi, lorsque les ouvriers russes, comme ceux du monde entier, luttent contre l'exploitation féroce qu'ils subissent, s'affrontent violemment aux syndicats, à la police, à l'armée, s'attaquent au "parti communiste", c'est-à-dire à l'Etat capitaliste garant de leur exploitation, les trotskystes préconisent la lutte pour un changement d'équipe au sein de des rouages de l'Etat, la lutte contre les bureaucrates, C'est-à-dire qu'ils se font là encore les meilleurs défenseurs du capitalisme d'Etat, qu'ils proposent aux ouvriers de "démocratiser".

APÔTRES DE L'IMPERIALISME RUSSE

- Le Programme de Transition préconisait la "défense inconditionnelle de l'U.R.S.S." en cas de guerre et avançait le mot d'ordre d'indépendance nationale pour les pays arriérés.

Fidèles à l'esprit de telles orientations, malgré les désaccords en leur sein sur la manière de les concrétiser aujourd'hui, les trotskystes dans leur ensemble n'ont pas manqué, depuis la fin de la deuxième boucherie impérialiste mondiale, une seule occasion de soutenir le bloc impérialiste russe contre le bloc impérialiste américain.

Derrière un langage anti-impérialiste "radical", ils ont exigé que l'impérialisme U.S. abandonne son emprise sur les régions et les pays du globe qui constituent l'enjeu de la rivalité entre les deux grands blocs, c'est-à-dire laissent la place à l'impérialisme russe.

- Sous prétexte de "lutte pour l'indépendance nationale" -c'est-à-dire du droit pour une bourgeoisie d'exploiter seule et en toute tranquillité "sa" classe ouvrière dans le cadre des frontières nationales de son Etat- les trotskystes ont appelé les prolétaires des pays arriérés à s'enrôler et à mourir derrière la fraction de la

(SUITE p.5)

AFRIQUE DU SUD

LA BOURGEOISIE UTILISE LES LUTTES RACIALES CONTRE LE PROLETARIAT

L' "Apartheid" en Afrique du Sud est aujourd'hui au ban du monde entier. Face à la répression sanglante des émeutes raciales de Soweto et d'Alexandra qui se sont étendues à plusieurscentres industriels d'Afrique du Sud en juin dernier, tout le monde se réconcilie pour dénoncer le racisme et la violence, l'inhumanité de l'exploitation d'une majorité noire par une minorité blanche. Gauche, gauchistes et tous les humanistes de service peuvent se réjouir, car même Kissinger a rejoint le concert et s'en fait le ténor, et vu qu'il est l'émissaire de la nation la plus puissante du monde, dont l'Afrique du Sud est étroitement dépendante, ils ont quelque chance de voir finir cette situation et de la voir remplacée par l'exploitation des noirs par les noirs, ce qui est quand même plus "naturel"!

Sans doute l'esprit humaniste de l'anti-rascisme et de la non-violence n'est-il pas subitement descendu sur la tête des nations occidentales! En fait, pour comprendre ce tapage "libérateur" contre le régime de l'"Apartheid", du développement séparé des races, ils faut replacer la situation de l'Afrique du Sud dans le contexte de la crise générale du système, du rapport de force international et de la réorientation de la politique américaine en Afrique.

la crise en Afrique du Sud

Pas plus que les autres pays du monde, l'Afrique du Sud n'échappe à la crise générale du système capitaliste : dévaluation du rand, inflation galopante, intervention croissante de l'Etat dans le secteur productif pour soutenir l'économie qui s'essoufle, etc. Et, expression de la reprise mondiale des luttes du prolétariat contre l'attaque effrenée du capital à ses conditions de vie, les grèves se sont développées en Afrique du Sud depuis 73, et se sont poursuivies et étendues à plusieurs secteurs industriels en 74 et 75 avec une ampleur sans précédent.

Dans ce contexte des difficultés croissantes du capital national, la politique de l'"Apartheid", si elle s'exprime par une rigidité anachronique, une répression sanglante, un diktat draconien sur la société, n'en arrive pas pour autant à véritablement contrôler la situation, et s'avère être un frein au développement de l'économie nationale. D'un côté, les ouvriers noirs sont confinés dans des ghettos inhumains, payés de salaires de misère qui n'assurent même pas leur survie, mais de l'autre, le nombre de noirs qui s'entassent dans ces ghettos est absolument inconnu et impossible à contrôler. Le système des "pass", qui permet de contrôler le déplacement des noirs dans le pays, empêche la mobilité géographique de la main-d'oeuvre vers des régions industrielles. L'interdiction aux noirs d'exercer des emplois qualifiés crée une pénurie de main d'oeuvre, oblige à l'illégalité, et fait croître vertigineusement le salaire des blancs amenés à occuper ces fonctions.

Ainsi, en Afrique du Sud comme partout ailleurs, il est de plus en plus nécessaire de réorganiser l'économie nationale, de la rationaliser, d'accroître l'emprise de l'Etat sur tous les secteurs de la société, et enfin d'éviter les conflits sociaux qui ne provoquent que l'instabilité, et, pour ce faire, la politique raciale de l'"Apartheid" s'avère de plus en plus caduque. La bourgeoisie libérale blanche (Parti Libéral de l'Afrique du Sud), tout comme la gauche (PC) l'a bien compris et préconise "d'abandonner la doctrine de la suprématie raciale blanche" pour éviter "une confrontation raciale aux proportions terribles", ainsi qu'une série de mesures tendant à faire des Etats fédérés, ceci pour permettre "un changement dans l'ordre", et éviter une trop grande instabilité à laquelle d'ores et déjà l'Afrique du Sud semble condamnée. Les dirigeants "éclairés" de l'industrie sud-africaine en sont bien conscients eux-aussi , et Oppenheimer, président de l'Anglo-American Corporation, le prouve lorsqu'il prévoit "une période d'agitation ouvrière" qui aura de "très graves répercussions".

le rapport de force international

La crise politique en Afrique du Sud vient s'ajouter à la série de crises qui secouent l'Afrique actuellement, et montrent d'ailleurs quel mythe constitue "l'unité africaine". Le conflit d'Angola, le conflit du Sahara occidental, celui de l'Ethiopie et de la Somalie, les difficultés du régime de Ian Smith aux prises avec les guérillas Zimbabwe, sont l'expression de la crise générale du système et des inévitables divisions entre nations et fractions de la bourgeoisie. Mais au sein du capitalisme décadent, la nécessité pour chaque fraction du capital de resserrer ses liens avec l'impérialisme dont elle dépend, détermine, en dernière instance, la cristallisation de tous les conflits locaux en antagonisme entre les deux blocs qui se partagent le monde et le renforcement de la soumission économique, politique et militaire de chaque fraction du capital à son bloc de tutelle. Et dans les clameurs contre l' "Apartheid" et la pression pour l'évolution de l'Afrique du Sud vers un gouvernement majoritaire, ce n'est pas une conscience subite "du problème de l'Afrique du Sud" qui s'exprime -et encore moins de l'inhumanité de son régime qui dure depuis des décennies!- , mais bel et bien la nécessité de l'accroissement de la cohésion du bloc américain.

Première puissance de l'hémisphère sud, immensément riche en gisements minéraux (or, uranium, chrome, manganèse, diamants,etc.), disposant à elle seule de 40% de la production industrielle africaine, produisant 60% de l'électricité du continent, 4 fois plus d'acier que l'ensemble des autres pays, etc, et base stratégique fondamentale du bloc américain sur l'océan Indien -où le bloc russe a une présence relativement forte- l'Afrique du Sud représente un bastion essentiel pour les USA, ceci d'autant plus qu'en Afrique australe, l'Angola reste sous la domination russe -bien que d'ores et déjà elle ne fasse pas triste mine aux propositions d'aide économique des USA.

La puissance d'un bloc impérialiste est fondamentalement déterminée par sa puissance économique, et sur ce niveau les USA exercent dans le monde une domination incontestée. Par contre, sur le plan militaire, URSS et USA combattent relativement à égalité et puisque ces derniers peuvent assurer leur domination par leur puissance économique ils préfèrent éviter des conflits, en particulier dans des régions qu'ils estiment moins cruciales que le Moyen-Orient. En ce sens, les USA ont tout intérêt en Afrique australe à éviter une instabilité que le maintien de l'"Apartheid" entraînerait inévitablement et qui pourrait donner lieu à un nouvel affrontement inter-impérialiste. Par contre, c'est à travers sa force militaire que l'URSS peut avancer ses pions sur l'échiquier mondial et gagner des zones stratégiques par "mouvements de libération nationale" interposés. C'est ainsi qu'elle a gagné des positions en Angola et elle est prête à s'engager dans un nouveau conflit si cela lui est possible.

En ce sens, la dénonciation de l'"Apartheid" par Kissinger et toute la bourgeoisie occidentale fait partie intégrante de la réorientation de la politique américaine en Afrique (1).La politique de Kissinger s'opposant à la "séparation légale des races", poussant la Rhodésie vers un gouvernement majoritaire et incitant les pays voisins au blocus de celle-ci pour accélérer son évolution dans ce sens, prenant contact avec différents mouvements noirs rhodésiens et namibiens, pressant à un gouvenement majoritaire et autonome en Namibie, recherchant l'approbation de sa politique par un groupe éclectique de gouvernements noirs et blancs et de mouvements rebelles noirs, toute cette politique est l'expression de la nécessité pour les USA d'éviter un nouvel Angola et de maintenir la stabilité en Afrique australe parce que l'instabilité est le terrain favorable pour l'éclatement de conflits et que l'URSS profitera au maximum de cette instabilité pour faire des percées dans le continent africain comme ailleurs.

Si Vorster veut bien tenter de suivre une telle orientation, il se heurte à la résistance de la fraction de la bourgeoisie sur laquelle il s'appuie qui, par son caractère rétrograde et figé, s'avère incapable d'évoluer par elle-même. Les promesses de libéralisation faites depuis deux ans déjà sont restées lettre morte. Mais la bourgeoisie a d'autant moins de marge de manoeuvre qu'elle est faible, dans un pays sous-développé et dépendant de son bloc de tutelle. Les intérêts du capital national sud-africain convergent avec les intérêts du bloc américain, à savoir que la stabilité intérieure doit s'imposer à travers la mise au pas du prolétariat noir derrière "son" économie nationale et donc par le calme social. Ceci pour le développement de cette économie et pour éviter que le développement de conflits sociaux ne se cristallise en des confrontations inter-impérialistes. La bourgeoisie dans son ensemble est obligée de renforcer ses rangs, de développer sa cohésion en tant que bloc et par là de mettre au pas ses différentes fractions de telle sorte que les problèmes locaux et l'instabilité qu'ils pourraient provoquer ne viennent pas contrecarrer la tendance au renforcement qu'impose la crise aiguë du système en déclin. En ce sens, ce sont en dernière instance, les pressions internationales du bloc occidental et des U.S.A. à sa tête qui dicteront à l'Afrique du Sud l'évolution de sa politique vers un gouvernement majoritaire composé de noirs et de blancs libéraux.

oppression de race ou oppression de classe

L'Afrique du Sud étant relativement développée parmi les pays sous-développés, elle concentre un prolétariat puissant dont les conditions d'exploitation sont dignes du siècle dernier. Les ouvriers noirs, entassés dans des cités-dortoirs sans eau ni électricité, dix fois moins payés que les ouvriers blancs, travaillant beaucoup plus sont véritablement considérés comme des bêtes par les sud-africains blancs. En réponse à la crise mondiale, le prolétariat sud-africain a déjà plusieurs fois montré sa combativité dans les grèves qui se sont multipliées ces dernières années (2). Mais la lutte du prolétariat d'Afrique du Sud est inévitablement dévoyée sur un terrain racial et nationaliste, comme le montrent les chants nationalistes africains qui constituent les cris de victoire des grévistes ; comme le montre le slogan des dernières émeutes : "Un blanc est un mort en puissance". Et des U.S.A. à Moscou, de Giscard au P.C. en passant par toutes les nuances de couleur "démocratique", humaniste ou gauchiste, la bourgeoisie mondiale a bien compris que ce terrain était le sien, la base d'une évolution favorable de la situation du capital en Afrique du Sud et, en tant que défenseurs "honnêtes" de celui-ci, tous entonnent un harmonieux concert de classe antiraciste qui montre la voie de la stabilité capitaliste en Afrique australe. Avec le développement du mouvement contre l'"Apartheid", ce sont autant de mystifications qui barrent le chemin du prolétariat vers la conscience de classe et qui l'amènent à s'atteler au développement de "son" économie "nationale" ... et "noire".

Est-ce donc aux révolutionnaires de faire alors dans l'oppression capitaliste une échelle de valeurs "plus" ou "moins" oppressives, qui irait du "régime le plus strict, le plus révoltant de toute la planète" (cf."Lutte Ouvrière") comme celui de l'Apartheid, à un "moins" révoltant : le Mozambique? La France ? L'U.R.S.S. ? Est-ce à eux de préconiser l'oppression d'une minorité noire sur une majorité noire, plus "démocratique", moins "honteuse" que celle d'une minorité blanche ?

Contrairement à ces gauchistes qui voient dans chaque mystification où s'embourbe le prolétariat, autant d'étapes "progressives" vers la conscience prolétarienne, un "tremplin" de la lutte de classe, les révolutionnaires ne peuvent que dénoncer le nationalisme des mouvements africains comme ils dénoncent le nationalisme dans tous les pays du monde. La voie de l'internationalisme prolétarien ne passe pas par la voie nationale et jamais le nationalisme n'a servi le mouvement ouvrier, mais au contraire, comme on l'a vu dans l'histoire, il l'a directement mené sur le terrain du capital dans de sanglantes boucheries inter-impérialistes. En fait de tremplin, le nationalisme est toujours un cul-de-sac pour la lutte du prolétariat !

Quand le système capitaliste s'est imposé depuis cinquante ans sur les moindres parcelles de la planète, a détruit tous les anciens rapports de production, tout ce qui restait des communautés primitives (dont l'Afrique du Sud et ses ghettos est sûrement un des plus beaux exemples pour les modernistes en mal de "relations communistes" !), quand il a étendu sa barbarie de classe au monde entier, voilà des pseudo-révolutionnaires qui chantent les louanges "du mouvement d'émancipation de la race noire contre l'oppression séculaire de la race blanche" ("Le Prolétaire") qui préconisent la lutte contre "l'ordre blanc" ("Rouge") alors qu'il n'existe aujourd'hui d'ordre que l'ordre capitaliste et d'émancipation possible de l'humanité qu'à partir de l'émancipation du prolétariat.Dans le monde capitaliste en décadence, on ne lutte pas "d'abord" contre l'oppression raciale puis contre celle du capital, "d'abord" pour l'indépendance nationale puis pour l'internationalisme, ou bien on est dans le camp de la bourgeoisie, de ses préjugés et de ses mystifications et c'est bel et bien le cas des gauchistes, derniers remparts de l'ordre capitaliste !

Les ouvriers du monde entier doivent savoir, non pas comme dit "Le Prolétaire" que "la lutte généreuse des masses noires contre les formes négrières d'exploitation et la ségrégation raciale font partie intégrante de leur lutte" mais qu'il n'existe de lutte prolétarienne qu'en dehors du cadre national inhérent à la bourgeoisie, qu'en dehors des cas particuliers qu'ils soient nationaux, régionaux, raciaux ou sexuels car toutes les divisions de la société bourgeoise ne servent en fait que celle-ci. La fin des souffrances réelles et constantes de la population noire, la solution des antagonismes sociaux de toutes sortes que nous lèguent le capitalisme et les sociétés de classe, ne peuvent trouver d'issue que dans la victoire du mouvement ouvrier, la destruction des rapports capitalistes, LA FIN DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

C. N.

NOTES :

(1) Lire dans R.I. N°26, l'article "Après la guerre, les dollars - Kissinger en Afrique".

(2) En Afrique du Sud, il y a deux morts par jour pour faits de grève et de révolte. Lors de grèves l'an passé, les ouvriers de mines en grève, pour éviter la répression d'individus nommés dans un comité de grève, obligeaient les patrons à négocier avec l'ensemble des ouvriers en assemblée générale, à la porte de l'usine, au stade, ou ailleurs.

TROTSKYSME

(SUITE de la p.4)

bourgeoisie nationale "la plus progressiste", la "moinsréactionnaire" et "la plus révolutionnaire" en fait la plus "pro-soviétique", c'est-à-dire à se sacrifier pour la patrie, pour le capital national, pour l'impérialisme russe. Ils ont lutté pour que les prolétaires du monde entier soutiennent ces "luttes de libération nationale", c'est-à-dire abandonnent leur autonomie de classe et se préparent à soutenir une fraction de la bourgeoisie contre une autre, un capital national contre un autre, un impérialisme contre un autre, c'est-à-dire acceptent de suer, de tuer et de s'entretuer pour le maintien du système.

Donc, si, comme on le voit, l'activité des groupes trotskystes depuis la fin des années 60, s'incrit parfaitement dans la continuité de celle des groupes qui participèrent à la fondation de la IVème "Internationale", cette continuité politique ne permet pas de comprendre pourquoi ces groupes ont vu leurs rangs se renforcer et leur place au sein de l'appareil politique du capital faire de même.

En fait, ce n'est qu'à la lumière des changements intervenus dans la vie du capitalisme vers la fin des années 60, à savoir l'entrée de celui-ci dans une nouvelle phase de crise économique et le ressurgissement des luttes du prolétariat mondial en réponse à cette crise, c'est-à-dire à la lumière des problèmes et des nécessités qui s'imposent au capital dans un contexte de crise économique et de montée de la lutte de classe que l'on peut comprendre le renforcement de ces groupes de la contre-révolution.

C'est ce que nous verrons dans la suite de cet article que nous publierons dans le prochain numéro de R.I.

L.L.

(I) Voir les textes écrits par Trotski en août 40 et publiés en brochure sous le titre "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste".

Les tâches présentes des révolutionnaires(2)

Dans la première partie de cet article, nous avons dégagé comment, à travers l'expérience propre de la classe ouvrière, celle-ci avait compris la fonction spécifique de l'organisation des révolutionnaires en son sein : l'approfondissement, l'accélération et la généralisation du processus de sa prise de conscience.

Nous avons vu également comment la minorité révolutionnaire assumait cette fonction dans les différentes périodes et circonstances historiques. Il a été ainsi établi que si, dans la phase ascendante du capitalisme, les révolutionnaires menaient une activité d'organisation de la classe et étaient amenés à cohabiter avec des éléments réformistes, au sein des partis de masse; dans la phase de décadence de ce système, par contre, ils n'avaient plus de tâches d'organisation de la classe et devaient rompre tout lien avec les organisations réfomistes devenues des organes du capital. De même, il a été souligné la différence des modes d'activité des révolutionnaires dans les périodes de développement des luttes et dans celles de recul ou de stagnation de celles-ci : alors que dans le premier type de périodes la minorité révolutionnaire intensifiait son intervention dans les luttes de la classe qu'elle tendait à influencer directement (ce n'est qu'alors qu'on peut parler de parti pour la désigner), dans le second type de périodes, la minorité révolutionnaire, par ailleurs beaucoup plus réduite en nombre, axait son activité sur la défense des principes et des acquis de la vague précédente, en faisait un bilan et approfondissait sa réflexion afin de préparer le cadre théorique et programmatique du futur parti qui devait se reformer avec le ressurgissement suivant de la classe.

les incompréhensions des tâches des révolutionnaires

Une fois posés ces éléments, on peut déjà faire apparaitre les types d'erreurs auxquels il faut s'attendre dans la compréhension des tâches actuelles des révolutionnaires.

Le premier type d'erreur consiste à ne pas comprendre la fonction spécifique de l'organisation des révolutionnaires dans la classe. C'est évidemment là l'erreur la plus grave, celle qui interdit de façon définitive toute compréhension de ces tâches présentes. Ayant déjà souvent abordé dans nos publications (1) le problème de cette fonction et des conceptions fausses qui s'y appliquent, nous nous bornerons à signaler que le substitutionnisme (véhiculé en particulier par les courants léninistes, trotskystes et bordigistes) et son symétrique, l'ouvriérisme (spécialité du courant "conseilliste"), constituent les deux incompréhensions majeures de ce problème

Le deuxième type d'erreur consiste à ne pas reconnaitre l'existence de deux phases bien distinctes du capitalisme -ascendance et décadence- ou à ne pas comprendre l'impact qu'a eu le passage de la première phase à la seconde sur le mode d'activité et d'organisation des révolutionnaires. Il s'agit là, également, d'un type très grave d'erreur. Les courants qui, tels les trotskystes, se proposent aujourd'hui de construire des partis "de masse", d'organiser la classe" ou d'agir au sein des partis sociaux-démocrates ou staliniens se situent résolument dans le camp du capitalisme.

Le troisième type d'erreur consiste, même si on a une compréhension correcte de la fonction générale des révolutionnaires et de l'existence de périodes différentes dans l'histoire du capitalisme, à méconnaitre l'impact du cours de la lutte de classe sur l'activité de l'organisation des révolutionnaires ou bien encore, si on reconnaît cet impact, à se tromper sur la nature du cours lui-même. On est alors conduit à lever le pied quand l'escalier descend ou à baisser la jambe là où il monte : dans les deux cas on (c'est-à-dire l'organisation des révolutionnaires) chute et on peut se blesser grièvement. On peut appeler attentisme l'attitude appropriée à une phase de recul de la lutte quand elle est appliquée à une phase de reprise et immédiatisme l'attitude qui consiste à faire comme si on s'acheminait vers des affrontements décisifs alors que la lutte reflue. Mais plus généralement, ces deux types d'attitude peuvent se manifester à tous les moments de la lutte de classe par une évaluation incorrecte de l'intensité de celle-ci ou tout simplement une incompréhension de la fonction véritable de l'organisation des révolutionnaires.

L'attentisme, par sa sous-estimation de toute manifestation de la lutte de classe, par sa tendance à considérer "qu'il ne se passe rien" est conduit à un abandon progressif de toute activité révolutionnaire qui est alors dénigrée comme "volontariste". Il se retranche derrière une vision mécaniste et passive du développement de la lutte de classe dont la maturation est abandonnée de façon fataliste aux "lois du développement historique". En général, l'attentisme se pare de prétentions "théoriques" d'étude et d'approfondissement, de recherche de la "nouveauté" qui ont pour but de justifier l'absence de toute activité, de démontrer que la classe ouvrière "ne fait rien", "n'existe plus", ou "a cessé d'être le sujet de la révolution". Cet académisme est alors un moyen de se retirer de la lutte de classe, souvent afin de tenter de faire carrière dans la sociologie, l'université ou l'édition.

L'immédiatisme se caractérise par la tendance à considérer comme décisive chaque manifestation partielle de la lutte de classe dont l'aboutissement est supposé déterminer la destinée du mouvement ouvrier pour toute une époque. Sa surestimation de chaque moment particulier du développement de la lutte le conduit souvent à un activisme échevelé, à la conviction que l'organisation des révolutionnaires doit engager tout son poids et toutes ses énergies dans une lutte donnée (souvent à travers une participation "physique" dans celle-ci), qu'un travail d'agitation de masse est pratiquement l'unique tâche des révolutionnaires. Ce faisant, il aboutit à la conclusion que ceux-ci doivent pousser les travailleurs à l'action, allumer l'étincelle de la lutte de classe et, à travers un acte de pure volonté, élever de façon décisive le niveau de celle-ci.

Après avoir défini les deux principaux dangers qui menacent de façon symétrique, l'organisation des révolutionnaires dans la délimitation de ses tâches, il nous faut donc évaluer, avec le plus de précision possible, les conditions spécifiques dans lesquelles celle-ci développe ses activités aujourd'hui.

les conditions présentes de la lutte de classe

Contrairement à la crise de 1929, la crise actuelle du capitalisme, si elle s'inscrit bien comme la première dans le cycle infernal de la décadence capitaliste : crise - guerre - reconstruction - nouvelle crise ... ne conduit pas en droite ligne vers une 3ème conflagration inter-impérialiste. Le renouveau de la lutte de classe qui, depuis 1968, a accompagné le développement de la crise, barre pour le moment la route à cette "solution" capitaliste aux contradictions du système et pose comme perspective avant toute guerre généralisée entre les nations, une guerre généralisée entre les deux classes principales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est de l'issue de cet affrontement que dépend l'avenir de la société : ou bien holocauste inter-impérialiste encore plus effroyable que les précédents dans lequel elle risque de périr ou bien révolution communiste.

De ce fait, la période révolutionnaire qui s'annonce est la première de l'histoire du mouvement ouvrier qui ne vienne pas à l'issue d'une guerre comme ce fut le cas en 1905 et 1917-23 (et même en 1871 pour la Commune) mais directement comme réponse à une crise économique du système. Par ailleurs, contrairement à celle de 1929, la crise actuelle ne s'abat pas brusquement sur la société mais connaît depuis ses débuts, il y a une dizaine d'années, un cours lent (2) avec des soubresauts relativement brutaux comme celui de 1974-75, mais aussi avec des pauses et des rétablissements momentanés. N'étant pas immédiatement confronté à cette forme la plus aiguë de la crise politique de la bourgeoisie que constitue la guerre impérialiste, ni non plus, dans un premier temps, à l'évidence de sa faillite économique irréversible, le prolétariat ne pourra pas prendre conscience d'emblée, comme ce fut le cas en 1917, de la nécessité de détruire le capitalisme. Face à une dégradation progressive de ses conditions de vie, il devra mener toute une longue série de luttes sur un terrain principalement économique dans lesquelles l'aspect politique tendra à se développer, avant de pouvoir se poser peu à peu les problèmes de sa lutte en termes d'affrontement direct et de renversement de l'Etat capitaliste. Avant cela, il faut s'attendre à un long processus de maturation de la classe, au cours duquel celle-ci mènera encore un nombre très important de luttes partielles que les syndicats et la gauche du capital réussiront à contenir ou à dévoyer pendant plusieurs années en mettant en avant toutes les illusions relatives à une "solution à la crise" que chacune des pauses de celle-ci viendra renforcer.

Un autre élément vient accentuer cette difficulté de la classe à retrouver le chemin de la lutte et de sa conscience révolutionnaires. Il s'agit du poids de la formidable contre-révolution qui s'est abattue sur elle après la défaite de la vague révolutionnaire du premier après-guerre. Les luttes actuelles, contrairement à celles du passé, éprouvent des difficultés immenses à se relier aux précédentes par dessus cette coupure de plusieurs générations. Malgré leur impétuosité, les nouvelles générations ouvrières n'ont pas encore pu utiliser les acquis de l'expérience passée de la classe que seule une toute petite minorité de celle-ci défend à l'heure actuelle.

Cette incapacité de la classe à intégrer dans les luttes d'aujourd'hui les leçons de celles du passé, à tirer de chacune de ses expériences présentes des enseignements pouvant féconder de façon sensible les expériences qui les suivent -ce qui explique le cours en dents de scie de la lutte actuelle- est accentuée du fait de la disparition complète dans la période de décadence, par leur intégration dans l'Etat capitaliste, de toutes les organisations ouvrières de masse, partis et syndicats qui dans le passé, malgré les illusions réformistes qu'elles pouvaient véhiculer, constituaient des foyers vivants de la vie prolétarienne dans lesquels la minorité révolutionnaire trouvait un large écho pour sa propagande.

les difficultés actuelles affrontées par les révolutionnaires

La contre-révolution d'où sort aujourd'hui la classe, n'a pas seulement affecté ses luttes d'ensemble mais également l'organisation de son avant-garde. En effet, cette contre-révolution, de par sa profondeur et surtout sa durée (un demi-siècle) est venue à bout de toutes les fractions communistes qui s'étaient dégagées de la IIIème Internationale au moment de son déclin. Le lien organique qui depuis la Ligue des Communistes unissait entre elles les différentes organisations politiques de la classe s'est rompu. Cette rupture de la continuité organique pèse aujourd'hui de tout son poids sur les courants révolutionnaires que la reprise prolétarienne a fait surgir et qui doivent refaire par eux mêmes toute une expérience concernant le problème de l'organisation et celui de l'accomplissement de leur propre tâche. Ces courants éprouvent les plus grandes difficultés à faire face à l'énorme responsabilité de reconstruire l'organisation des révolutionnaires détruite par la contre-révolution. De même, confrontés au difficile problème de leur intervention dans les luttes actuelles, ils ont du mal à échapper aux deux travers déjà signalés : l'attentisme et l'immédiatisme, qui se sont toujours manifestés dans les organisations de la classe, même les plus expérimentées comme les fractions de gauche de l'entre-deux-guerres, mais qui épargnent encore moins ces jeunes organisations. Dans celles-ci, ces deux déviations se manifestent souvent à travers des oscillations entre l'une et l'autre ou même simultanément. On a pu voir ainsi, au sein de notre propre organisation, se former successivement une tendance attentiste qui est sortie en 1971 pour former "Parti de classe", une tendance immédiatiste sortie en 73 pour former "Pour une Intervention Communiste" et une nouvelle tendance attentiste sortie en 74 et qui a formé l'éphémère "Tendance Communiste".

On a pu voir également comment feu le "Mouvement Communiste" s'est en même temps replié sur tout un travail de recherche et de publication de gros ouvrages et en même temps s'est lancé à corps perdu dans une campagne immédiatiste et même frontiste lors de l'exécution de Puig Antich (cf R.I. N° 6 : "A propos des emprisonnés de Barcelone") promouvant un "comité pour la vérité (sic) sur les emprisonnés de Barcelone".

Les révolutionnaires auraient tort de sous-estimer ces deux dangers et de ne pas savoir les reconnaître quand ils viennent menacer leur organisation. Celle-ci est en général encore fragile et risque d'être emportée par ces déviations. L'attentisme est en général une "maladie à évolution rapide" qui, par l'abandon du terrain de classe (le prolétariat "n'est plus la classe révolutionnaire") ou de toute activité militante conduit à court terme à la mort (cf. la disparition presque immédiate de "Parti de Classe" et "Une Tendance Communiste"). L'immédiatisme et l'activisme sont plutôt des maladies "pernicieuses" et donc, non moins dangereuses, qui conduisent à une mort lente par la démoralisation et l'épuisement des militants déçus du faible impact de leur agitation fébrile. La mort de l'organisation, comme organe du prolétariat peut également intervenir par le développement de tendances opportunistes, fruits de l'impatience et qui, tôt ou tard, conduisent à un abandon du terrain de classe (3).

A l'heure actuelle, l'attentisme se base principalement sur une sous-estimation de la gravité de la crise et de la profondeur de la lutte de classe. Pour certains, la crise actuelle correspond à une "restructuration" du capital (4). Après les soubresauts nécessaires à la mise en place d'une gestion plus rationnelle de celui-ci, la prospérité devrait revenir et ouvrir une nouvelle ère de stabilité sociale. Pour d'autres, qui reconnaissent la gravité de la crise, le cours général n'est pas vers un affrontement entre classes mais vers un troisième conflit inter-impérialiste qu'ils attendent la tête dans les épaules ... et les mains dans les poches.

Cependant, l'approfondissement inéluctable de la crise et des réactions de la classe tendra, de plus en plus, à couper l'herbe sous le pied à toute déviation attentiste de ce type. Par contre, les tendances immédiatistes risquent de connaître encore de beaux jours face à des convulsions et à des luttes ouvrières croissantes qui, en l'absence d'une analyse sérieuse sur le développement lent de la crise et encore plus lent et difficile de la lutte de classe, seront vues chacune comme "les événements décisifs" par des révolutionnaires jeunes et impatients n'ayant, ni personnellement, ni à travers leur organisation, aucune expérience de ce qu'une crise révolutionnaire représente réellement.

oOo

Dans la troisième partie de cet article, nous verrons, à partir des cadres établis dans les deux premières parties et en opposition à ce que nous avons vu "qu'il ne faut pas faire", quelles sont les tâches véritables des révolutionnaires à l'heure actuelle, "ce qu'il faut faire".

C. G.

NOTES :

(1) Voir en particulier R.I. ancienne série N° 3 : "Sur l'organisation", R.I. nouvelle série N° 1 : "L'organisation des révolutionnaires", R.I. N° 17 : "Le prolétariat et son avant-garde" et "Résolution sur l'organisation", Revue Internationale N° 1 : "Sur la question de l'organisation dans le courant international".

(2) Nous ne pouvons pas développer dans le cadre de cet article les causes de cette situation. Pour cela, voir : "Surproduction et inflation" (R.I.N°6), "Convulsions du capital mondial et lutte de classe" (R.I. N° 12), "Sur la situation internationale" (R.I. N°17), "Crise : pas d'issue pour le capital" (R.I. N°26).

(3) Le groupe qui, en France, illustre le mieux cette tendance immédiatiste est incontestablement le P.I.C. On a pu voir cette organisation lancer une campagne d'agitation sur le Portugal et pour cela tenter de constituer un "comité communiste" mort-né, ensuite le P.I.C. s'est illustré par la publication d'un tract sur les événements de Chypre dont le titre "Alarme !" situe bien l'affolement, plus récemment, le P.I.C. a lancé une nouvelle campagne

(SUITE p.7)

L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES(2)

La critique publiée ci-dessous est la deuxième partie du texte (cf R.I. N°26) que nos camarades de World Revolution ont écrit pour répondre à certaines incompréhensions qui se manifestent sur le problème de l'organisation des révolutionnaires. Les cinquante années de contre-révolution qui nous coupent de tout lien direct avec les expériences accumulées par le mouvement ouvrier amènent inévitablement de nombreuses confusions dans la prise de conscience des éléments qui se dégagent avec la reprise des luttes de la classe ouvrière. Une de celles-ci a pour base l'incompréhension de ce que sont les frontières de classe, les points qui ont été tranchés par l'expérience vivante de la classe ouvrière. Que cette incompréhension amène à l'inorganisation totale, refusant toute base fermement établie, ou à une organisation trop rigide basée sur des principes qui n'ont été établis que dans la tête de ceux qui les défendent (comme le C.W.O.), le résultat est le même : cette confusion ne peut que rendre une telle organisation inopérante, inutile à la classe, parce que coupée de la réalité de sa lutte, et amène les éléments qui y restent à démissioner devant les responsabilités qu'ils ont à assumer face à la classe.

la structure interne de l'organisation révolutionnaire

Le CWO met l'accent avec raison sur le fait que la structure de l'organisation révolutionnaire n'est pas une simple copie de celle des organisations unitaires de la classe. Alors que les conseils ouvriers doivent fonctionner sur une base strictement démocratique, le mode d'organisation des révolutionnaires est déterminé avant tout par sa clarté politique, qui ne peut être assurée par les seules procédures de vote, d'élections de délégués révocables, de mandats impératifs, etc. L'organisation révolutionnaire utilise certaines procédures démocratiques, mais seulement comme instrument d'une finalité plus profonde : l'élaboration de la défense du programme communiste. Seules les positions communistes peuvent être des principes absolus pour une organisation révolutionnaire, et non un principe démocratique en soi.

Mais, tout en refusant à juste titre de tenir l'idée de démocratie comme un principe organisationnel, le CWO invente une alternative nouvelle qui ne fait qu'ajouter de la confusion au problème. Selon leur théorie de "centralisme programmatique", il ne peut y avoir aucune fraction ou tendance à l'intérieur d'une organisation communiste : elles ne peuvent exister qu'à l'intérieur des conseils. Bien que le CWO reconnaisse que "la nature même de la révolution fera surgir des problèmes imprévus", ils affirment l'impossibilité de questions ouvertes, en discussion entre les révolutionnaires aujourd'hui -pas même sur les questions qui ne pourront être résolues que dans la révolution même- telles que celle de la nature précise de l'Etat post-insurrectionnel. En conséquence, ils affirment qu'il doit y avoir un accord absolu sur la moindre virgule de la plateforme de l'organisation. Si des divergences surgissent, le CWO pense qu'elles doivent être mises en débat. Mais, si elles ne peuvent être résolues, il doit y avoir une rupture organisationnelle. Il ne peut y avoir de tendance minoritaire à l'intérieur du groupe ou du parti.

La quête désespérée du CWO en vue de l'homogénéité absolue, qu'ils considèrent comme un rempart contre la contre-révolution et la confusion, les amène -l'ironie est cruelle- à reprendre la position des bolchéviks en 1921 -l'année où, selon le calendrier sacré du CWO, ce même parti bolchévik est passé dans le camp de la contre-révolution. En effet, au Xème Congrès du parti communiste russe, en mars 21, le droit de tendance fut supprimé, réaction de panique contre la multiplication de courants oppositionnels au sein du parti. Cette mesure marque un pas important dans la dégénérescence des bolchéviks ; pourtant, elle n'est pas considérée comme un principe : elle fut présentée comme une mesure d'urgence dans une situation de crise aiguë (venant en surcroît de tous les autres problèmes; la révolte de Kronstadt éclata pendant que le parti siégeait en Congrès). Mais le CWO va plus loin que le "bourgeois" parti bolchévik de 1921 : il élève l'interdiction des fractions au rang de principe éternel ! Les dangers de ce monolithisme, quel que soit le nom qu'il prenne, sont plus qu'évidents. Il découle de la présomption de CWO, qui croit possible d'avoir une réponse plus ou moins totale à tous les problèmes qui se posent ou se poseront à la classe ouvrière. Le résultat ne peut être qu'une fermeture de l'organisation à toute évolution déterminée par la lutte de classe -ces approfondissements étant souvent compris dans un premier temps par une minorité. C'est la situation dans laquelle se trouvait la minorité des gauches communistes par rapport à la majorité de la troisième internationale après 1920.

Pour défendre leur apparence monolithique contre les divergences, le CWO se verra continuellement contraint de prendre des mesures purement disciplinaires contre les éléments dissidents, ce qui l'amènera soit à une bureaucratisation rapide, soit à se trouver paralysée chaque fois qu'une divergence apparaîtra. Ne s'étant dotée d'aucun mécanisme pour assurer l'activité du groupe et son unité pendant le processus de discussion des divergences, toute la vie du groupe sera tournée vers la résolution de ces divergences, et donc, selon leurs conceptions, le groupe ne peut plus intervenir si des divergences surgissent.

C'est précisément parce que la clarté des positions communistes ne peut être décidée au moyen de votes majoritaires que l'existence de courants ou de tendances à l'intérieur de l'organisation est inévitable. C'est précisément parce que tous les problèmes du programme communiste n'ont pas été résolus, ne peuvent l'être qu'avec l'approfondissement de la lutte de classe, que l'organisation révolutionnaire doit être capable d'assimiler les nouvelles leçons de la lutte. Elle doit avoir une structure qui lui permette d'atteindre, à l'intérieur de l'organisation de plus hauts degrés de clarification, même lorsque la majorité n'a pas encore atteint ce niveau. C'est donc en parfait accord avec les camarades d'Internationalisme que nous reprenons ce passage, écrit en 1948 : "Rien n'est plus étranger (à notre "conception du parti) que cette "monstrueuse conception d'un parti "monolithique, monopoliste, homo-"gène... l'existence de tendances et "de fractions à l'intérieur du parti "n'est pas une chose qui doit être "tolérée, un droit à reconnaître, et "donc soumis à discussion... Au con-"traire, l'existence de courants à "l'intérieur du parti -à l'intérieur "d'un cadre donné (par les positions "tranchées par l'expérience de la "classe)- est une des expressions "d'une conception saine du parti." (Sur la nature et la fonction du parti du prolétariat. INTERNATIONALISME N° 38, octobre 1948 (1).

La nécessité de l'accord sur tous les points possibles aujourd'hui est considérée par le CWO comme un moyen d'éviter des ruptures futures : "Le recrutement d'une organisation communiste ne peut être basé sur une acceptation de points minimums, ou sur la base d'une permanence de questions ouvertes entre ses membres. Une telle pratique peut amener, dans une période révolutionnaire, à des scissions dans l'organisation et à la défaite du prolétariat. Malgré cela ils sont obligés de reconnaître implicitement que leur conception de "centralisme programmatique" amènera (aujourd'hui aussi bien que demain) plus de ruptures qu'une structure non-monolithique : "Que deux tendances séparées coexistent dans une même organisation la fait courir au désastre de la paralysie dans une période révolutionnaire. Il vaut mieux qu'il existe deux organisations, de sorte que la classe puisse décider dans sa lutte de ce qui est valable, plutôt que d'avoir une vague idée de ce que peut être le programme du groupe communiste".

En réalité, les conceptions du CWO n'aboutiront pas à deux organisations, mais à une kyrielle de scissions, d'expulsions, de dénonciations, de ruptures de relations, qui ne clarifieront pas plus le programme communiste que la présente rupture du CWO avec le CCI. Déjà le CWO a montré une attitude de méfiance envers les divergences, une tendance à voir des trahisons de classe derrière chaque point secondaire. Nous le disons clairement, de telles attitudes sont un produit direct de la contre-révolution et n'ont pas leur place dans le mouvement prolétarien renaissant.

La terrible peur des divergences que montre le CWO trahit un véritable manque de confiance dans la capacité de la classe ouvrière à développer une vision unifiée de ses buts historiques. Les communistes n'ont pas à craindre les divergences et les débats, parce que la tendance générale du mouvement prolétarien est à l'unité, à une cohérence totale même si elles ne pourront être obtenues que par une suite de luttes longues et âpres. C'est la lutte elle-même qui, sur toute une période historique et non "aussi vite que possible", résoudra en fin de compte les divergences. Aussi longtemps que l'organisation restera ouverte à l'influence de la lutte de classe, elle peut espérer que les divergences qui se font jour en son sein seront dépassées et synthétisées à un plus haut niveau de cohérence. Cependant, bien qu'il faille chercher à éviter les ruptures, il ne peut y avoir aucune garantie contre de telles ruptures, parce qu'il n'y a aucune garantie contre l'infiltration de l'idéologie bourgeoise dans l'organisation prolétarienne contre la dégénérescence.

"La théorie marxiste nous offre un instrument de confiance qui nous permet de reconnaître et de combattre les manifestations typiques de l'opportunisme. Mais le mouvement socialiste est un mouvement de masse. Les risques qu'il court ne sont pas provoqués par d'insidieuses machinations d'individus ou de groupes. Ils proviennent de conditions sociales inévitables. Nous ne pouvons nous prémunir à l'avance contre toutes les possibilités de déviations opportunistes. De tels dangers ne peuvent être surmontés que par le mouvement lui-même avec l'aide de la théorie marxiste, mais seulement lorsque les dangers en question ont pris une forme tangible en pratique". (Rosa Luxembourg: "Questions d'organisation de la social-démocratie russe").

Confrontés à la dégénérescence ou à l'effondrement de l'organisation, les révolutionnaires ne doivent pas craindre de rompre avec elle. Mais les scissions sont des actions extrêmement sérieuses et ne peuvent être accomplies que lorsque toute possibilité de régénérescence a disparu. L'organisation communiste est une précieuse arme de la classe. Elle ne peut être livrée à la bourgeoisie à la moindre ombre qui plane sur elle. Rien ne peut être plus source de confusion pour la classe que l'existence de deux organisations séparées qui défendent toujours les mêmes perspectives de base et les mêmes positions de classe. L'existence séparée du CWO a déjà apporté de la confusion. Malgré ses prétentions de clarté politique, son rôle objectif aujourd'hui est d'entraver le processus de regroupement communiste et de jeter dans la confusion les nouveaux éléments qui s'approchent des positions révolutionnaires. Dans son histoire, la classe ouvrière n'a jamais toléré de telles confusions. Lors de la révolution russe, les ouvriers ont demandé pourquoi le groupe de Trotsky ne fusionnait pas avec les bolchéviks, puisqu'ils avaient essentiellement les mêmes positions. Et Trotsky et ses camarades, comprenant les nécessités du mouvement n'eurent aucune hésitation à abandonner leur "autonomie" pour fusionner avec les bolchéviks. Le CWO peut ne pas comprendre les nécessités de l'unification des communistes aujourd'hui. Mais le cours de la lutte de classe les forcera à le comprendre, ou bien les abandonnera sur la berge, comme un obstacle inutile au mouvement prolétarien.

C.D. WARD

Publications du C.C.I. en langue française

INTERNATIONALISME :

Publication en langue française (paraît aussi en Néerlandais) de la section belge du Courant, INTERNATIONALISME paraît actuellement tous les deux mois. Outre les articles analysant plus particulièrement la situation en Belgique, elle contient des articles à caractère plus général et constitue un complément à la publication de la section française.

Sommaire du dernier numéro:
- Editorial
- Il est moins cinq pour le capital, Le PSB vient à la rescousse
- La nécessité de l'organisation des révolutionnaires
- La crise en Italie : la nouvelle décadence de Rome.
- Lutte des idées contre lutte de classes : l'anarchisme
- Cambodge : un an de "libération nationale", un an de contre-révolution
- "Pour" où le popularisme de quatre sous.

REVUE INTERNATIONALE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL:

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I. Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale.
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires.
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

Sommaire du dernier numéro:
- Bilan : leçons d'Espagne 36
- Espagne : hier et aujourd'hui
- Thèses sur l'organisation
- Contributions à la discussion sur la période de transition
- Premier Congrès de World Revolution

BROCHURES
- PLATEFORME DE REVOLUTION INERNATIONALE (réédition de la plateforme de 1972)
- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

publications du cci

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (U.S.A.)
P. O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique)
B. P. 2
Etterbeck 4
1040 BRUXELLES

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggioro
Casella Postale 85/6
35 100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B. M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219 75827
Paris Cedex 17

Directeur de la publication : C. Giné
Numéro de Commission Paritaire : 54 267
Diffusé par les N.M.P.P.

LES TÂCHES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES

(SUITE de la p.6)

(révolutionnaire, évidemment !) sur le chômage et a été fort désappointé de constater qu'elle n'avait mobilisé personne. La dernière avanie de cette démangeaison activiste a été le soutien (critique, certes !) par le P.I.C. (cf. "Jeune Taupe" N°10) d'une "Adresse aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires arabes et israëliens contre la guerre et pour la révolution prolétarienne" qui, au milieu d'analyses on ne peut plus confuses apporte son soutien à "l'auto-détermination du peuple palestinien et du peuple juif-palestinien" (dans le prochain numéro de R.I. nous reviendrons sur cette adresse et sur l'attitude lamentable du P.I.C. à son égard). Tenaillé par l'envie de "faire quelque chose", le P.I.C. est de plus en plus conduit à "faire n'importe quoi" ... y compris du frontisme

(4) C'est une position qui a été longtemps défendue par Paul Mattick, vieux militant du KAPD et du courant conseilliste, établi depuis 1926 aux U.S.A. où il a édité les revues "International Council Correspondance" et "Living Marxism", auteur, entre autres livres, de "Marx et Keynes".

LES IMPERIALISMES FONT DU LIBAN UN NOUVEAU CHARNIER

D'escarmouches entre commandos extrémistes des "phalanges" et de la "résistance palestinienne", à partir d'avril 1975 dans les quartiers des grands hôtels de Beyrouth, la guerre est devenue aujourd'hui une tuerie généralisée qui a embrasé le Liban tout entier. Les batailles sont de plus en plus féroces. Des villages sont rasés, la population massacrée. Toutes les villes sont désormais touchées par la guerre. A Tall Al Zaatar, où 30000 habitants subissent plusieurs attaques quotidiennes à l'obus, à la roquette, au mortier, des centaines de cadavres et de blessés s'entassent dans les rues, les survivants se battent sur un véritable charnier humain. Des quartiers entiers ont été pris d'assaut, les habitants expulsés, délogés maison par maison à la grenade et les habitations détruites au bulldozer, comme à La Quarantaine, près du port de Beyrouth. Depuis plusieurs semaines, c'est au rythme de plus d'un par minute que tombent les morts au Liban. Les combats ne s'arrêtent que pour permettre le réapprovisionnement des deux camps en armes et en munitions, en général en fin de mois, pour que les banques puissent ouvrir pour accorder les crédits nécessaires !

Le capitalisme international alimente le conflit en armes de toutes provenances convoyées sur le champ de bataille directement ou par toutes les voies détournées que constituent les "médiations", les "missions de conciliation" et autres mensonges du même acabit. Car l'enjeu de cette guerre dépasse de loin des combattants qui sont en fait sacrifiés sur l'autel du conflit qui oppose les blocs impérialistes.

L'objectif du bloc occidental est l'élimination du recours par le bloc soviétique à des fractions de la "résistance palestinienne" et à la "gauche libanaise". Et l'objectif du bloc soviétique est la résistance à outrance à la poussée américaine par tous les moyens possibles. Ce sont là les seuls facteurs décisifs de la poursuite du conflit et de la dimension du carnage actuel. Il suffit de se rappeler que lorsque les deux "grands" cessent leur participation, tout potentiel militaire s'épuise en quelques jours. Le rapport de forces international est le <u>seul</u> cadre qui permette de comprendre l'évolution et les rebondissements de la situation au Liban. (cf. RI Numéros 25 & 27).

Les appels et toutes les prises de position qui ramènent toujours, en dernier ressort, à poser les problèmes et à préconiser des solutions en termes locaux et particuliers ne font que contribuer à la justification que donnent à la guerre toutes les forces de la bourgeoisie. Les intérêts que défendent Gemayel, Joumblatt, Frangié, Arafat, Habache, tous les Etats comme tous les groupuscules impliqués dans le conflit, sont des intérêts du capital. Tous se réclament, à un titre ou à un autre, d'une "indépendance nationale" et de l'"autodétermination du peuple". Les divergences qui les opposent sont des masques dont ils s'affublent et ne tracent en rien des oppositions entre classes sociales, entre prolétariat et bourgeoisie, mais bien des désaccords au sein d'une même classe sur l'appartenance à l'un ou l'autre bloc, désaccords qui déterminent des méthodes concurrentes de militarisation de la société et d'embrigadement des prolétaires et des sans-réserves sous la houlette de leur bourgeoisie. Car l'Etat libanais, créé de toutes pièces par l'impérialisme occidental, n'a jamais été autre chose qu'un des enjeux des rivalités des grandes puissances dans une de ces aires du monde, stratégiquement parmi les plus explosives, véritable baril de poudre qui, sous la pression de la crise mondiale, a une nouvelle fois sauté. Le capitalisme international y a entretenu délibérément l'existence de camps de concentration, réservoirs de chair à canon dans lesquels il recrute dans la masse des réfugiés et émigrés les plus déshérités du Moyen-Orient — non seulement les Palestiniens, mais les Kurdes, les Arméniens, etc. — des combattants pour les besoins de l'un ou l'autre des impérialismes. La montée de la tension entre les blocs au niveau mondial a trouvé le Liban pour terrain d'affrontements.

Dans ce pays, en 1972-73, des grèves ouvrières, accompagnées de l'inévitable "mouvement étudiant", ont attesté de ce qu'avec plus d'ampleur on a vu se dégager dans les pays industrialisés depuis 1968-69-70 : la reprise mondiale de la lutte de classe. L'approfondissement de la crise et le recul momentané de cette reprise ont pris dans cette région un caractère tragique pour le prolétariat mondial. La guerre s'est engouffrée dans la brèche constituée par la faiblesse d'une classe ouvrière égarée par "sa" gauche et "ses" syndicats dans les dédales des divisions ethniques et religieuses, dévoyée vers l'objectif "arabe", "palestinien" ou "sioniste" pour être, en fin de compte, jetée à la rue, massacrée et embrigadée dans un combat fratricide et par ceux-là mêmes qui se réclament de la "révolution", du "socialisme". Chaque pas de plus dans l'escalade vers la guerre totale constitue une défaite du prolétariat mondial car c'est une de ses fractions qui perd pied du terrain de classe que constitue la résistance ouvrière aux assauts du capital et se trouve jetée sur le front de la guerre impérialiste.

Plus que jamais, la perspective est : guerre généralisée ou révolution mondiale, socialisme ou barbarie. La seule issue possible est la solidarité de classe internationale par l'extension de la lutte. Le défaitisme révolutionnaire face à la guerre, c'est-à-dire le refus, à quelque titre que ce soit, de prendre position dans un camp ou dans l'autre et la dénonciation de la boucherie pour ce qu'elle est réellement, est la seule attitude de défense véritable des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble et de toutes ses fractions, au Liban comme ailleurs.

La crise cristallisée au Liban sous sa forme la plus barbare ne fait que confirmer localement le rôle que jouent partout les organisations politiques contre-révolutionnaires qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière et pour la révolution. Le PC Libanais appelle au combat sans prendre la peine de cacher sa nature de parti capitaliste : "Notre programme ne vise qu'à réaliser des réformes démocratiques au sein du régime capitaliste" (G.Haoui, Secrétaire du PCL). Les gauchistes, quant à eux, sont à l'oeuvre et s'avèrent être, à la mesure de leurs moyens, les sergents-recruteurs les plus décidés sur le champ de bataille. Face à la nausée qui s'est emparée de larges fractions de combattants vis-à-vis de la gauche et que le désespoir a jetés individuellement dans les pillages et les désertions, les gauchistes sont venus apporter leur contribution active pour remettre de l'ordre et tenter ainsi de redonner une crédibilité au "combat de gauche", c'est-à-dire à la guerre, d'assumer jusqu'à son terme l'atomisation totale et l'organisation de la barbarie.

"Le Groupe Communiste Révolutionnaire, section de la IVème Internationale, a participé activement aux affrontements de ces derniers mois (...). Il a mené un travail politique à caractère exemplaire en impulsant un comité populaire. (...)Cette intervention a permis un recrutement substantiel et surtout le doublement des ventes du bi-mensuel de l'organisation Mal'Amal." (<u>Rouge</u>). Cet encadrement des "masses", si cher aux gauchistes, montre en pratique les conséquences des positions que ressassent à longueur de colonnes leurs homologues dans les pays occidentaux et qui affirment sans honte : "Le prolongement de la guerre civile permet une montée croissante de la conscience des masses mobilisées" comme <u>Rouge</u> et prétendent comme <u>Lutte Ouvrière</u> que "c'est une guerre des possédants contre les exploités qui se dessine".

Quelles que soient les illusions que puissent se faire les individus ou les groupes politiques sur leur propre activité, par la défense d'intérêts particuliers - ceux du "peuple" ou des "masses" du Liban ou du Moyen-Orient -, ils ne font que justifier la poursuite de la guerre et conférer un label "social" qui vient renforcer les illusions sur le pourquoi de tels combats. Par l'embrigadement "contre la réaction", ils se font les agents de la défense d'un des impérialismes dominants, en l'occurence celui du bloc soviétique et s'inscrivent comme des défenseurs acharnés du camp du capital contre la classe ouvrière.

oOo

Face à la situation au Liban, les révolutionnaires n'ont pas trente-six positions sur l'armée, l'école, la religion et autres fadaises que l'on trouve dans une récente "adresse aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires contre la guerre et pour la révolution prolétarienne" sur laquelle nous reviendrons dans un prochain numéro. Un massacre de cette ampleur est une des manifestations des convulsions meurtrières du capitalisme mondial à l'agonie. Il vient s'ajouter à la série des guerres récentes du Vietnam, du Moyen-Orient, du Cambodge, de l'Angola qui détruisent chaque fois un peu plus de forces productives. Ces conflits qui se déplacent de la périphérie vers les centres vitaux du capitalisme ne sont pas chaque fois dûs à des problèmes locaux, nationaux ou régionaux mais le cours inévitable où mène la perpétuation du système. Pour la classe ouvrière, la conscience claire que des évènements comme ceux du Liban sont des épisodes de ce cours général est fondamentale pour qu'elle soit capable de mener à bien sa mission historique de renversement et de destruction de ce système.

Au Liban, les prolétaires n'ont rien à gagner, que leur vie à perdre. La seule position révolutionnaire y est le DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE, car l'issue d'une telle situation ne peut être qu'à l'échelle internationale l'EXTENSION DE LA LUTTE DE CLASSE.

M.G.

publications récentes du c.c.i.

<u>ACCION PROLETARIA N°9</u>

Una democracia a la española
Primero de Mayo : Rito antiobrero
Libano : El infierno de la decadencia
La lucha de clases en China
La huelga de la Telefónica
Critica de los "anti-capitalistas"

<u>INTERNATIONALISM</u> N°9

Manifesto of ICC
The spirit of detente haunts Angola
Bangladesh : Graveyard of nationalist Myths
Yugoslavia and "Self-Managing Socialism"
China : Financing the new celestial Empire
The american bourgeoisie against the crisis (I)

<u>INTERNACIONALISMO N°5</u>

Manifiesto de la C.C.I.
La crisis en Venezuela
La podredumbre en Argentina, reflejo del caos mundial
España : Ni verticales, ni "demo cráticos": Lucha autónoma de la clase obrera !
Angola : La paz de los caidos

<u>RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE</u>

Italia : la funzione del Nazional Comunismo
Angola : dietro la "liberazione nazionale", lo scontro tra gli imperialismi
Rivoluzione e Controrivuluzione in Italia (II)
Cambogia : dopo "la liberazione"
Cina : il capitalismo di stato, dalle origini alla Rivoluzione Culturale
Corrispondenza con Battagla Comunista
Polonia : sei anni dopo

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Marseille, Rouen, Toulouse.

Les réunions ouvertes mensuelles de Paris seront interrompues pendant les mois de juillet et août. La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 11 septembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy (salle verte, 1er étage) Paris 13me.

Les permanences, interrompues pendant le mois d'août, reprendront normalement en Septembre.

Pour tout renseignement concernant les autres réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : R. I., B. P. 219, 75827 Paris, Cedex 17.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales-et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont <u>partout</u> des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.



<u>Imprimerie</u> : G. Tautin, 9, passage Dieu - Paris 20°